



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

Renforcer la résilience face
aux chocs récurrents

Juin 2024

©2024 Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO

Tous droits réservés. Publié en 2024

La publication intitulée « Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest » (PDAO) est une publication annuelle éditée par le personnel de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC). Les opinions, projections et recommandations de politiques qui y sont exprimées ne sont pas nécessairement celles de la BIDC, de son Conseil des gouverneurs ou des pays qu'elle représente. Ces opinions sont exclusivement celles du personnel de la Banque. La Banque autorise l'impression ou la copie des informations contenues dans le présent document uniquement à des fins personnelles et non commerciales, avec mention expresse du nom de la Banque.

Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO

128, Boulevard du 13 janvier

BP 2704, Lomé - Togo

Tél: (+228) 22 21 68 64

Fax: (+228) 22 21 86 84

www.bidc-ebid.org

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

| | |
|---------------|---|
| ASS | Afrique subsaharienne |
| BIDC | Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO |
| CAE | Communauté de l'Afrique de l'Est, à l'exclusion du Sud-Soudan |
| CDA | Communauté de développement de l'Afrique australe |
| CEDEAO | Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| FMI | Fonds Monétaire International |
| FRAA | Fonds Régional pour l'Agriculture et l'Alimentation |
| OIT | Organisation Internationale du Travail |
| PDAO | Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest |
| PEM | Perspectives de l'économie mondiale |
| PIB | Produit Intérieur Brut |
| RC | Reste de la CEDEAO |
| UDAA | Union douanière d'Afrique australe |
| UEMOA | Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine |
| WAICSA | Initiative ouest-africaine pour une agriculture intelligente face au climat |
| ZLE | Zone de Libre Echange |
| ZMAO | Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest |
| ZMAO+ | ZMAO plus Cabo Verde |

AVANT-PROPOS

Nous vivons dans un environnement socio-économique marqué par des incertitudes et les événements des quatre dernières années nous rappellent qu'il est grand temps de nous préparer à des chocs récurrents, qu'ils soient mondiaux, régionaux ou nationaux. L'économie mondiale se trouve au bord du précipice, dans un climat d'incertitude, tandis que des conflits en Europe et au Moyen-Orient, menacent de s'aggraver, avec des répercussions potentiellement désastreuses. Dans ce contexte, le thème de l'édition 2024 du document des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest « **Renforcer la résilience face aux chocs récurrents** » prend tout son sens, en reconnaissant le cycle sans fin des chocs qui ont ébranlé la stabilité macroéconomique de plusieurs pays de la sous-région et en soulignant la nécessité de se préparer aux chocs futurs éventuels.

Entre autres facteurs, les fluctuations des prix du pétrole brut en 2023 et 2024 ont été soumises aux aléas des conflits dans diverses régions, entraînant des conséquences désastreuses pour de nombreuses économies en Afrique de l'Ouest. Bien que l'inflation ait considérablement diminué dans plusieurs régions du monde, les taux directeurs n'ont pas été ajustés de manière proportionnelle, maintenant ainsi un régime de taux d'intérêt élevés. Les pays les plus durement touchés sont ceux qui sont déjà lourdement endettés et qui ont besoin de fonds pour combler d'importants déficits en infrastructures et promouvoir le développement économique.

En raison du poids de la dette, les pays d'Afrique de l'Ouest ont dû consacrer une part importante de leurs recettes nationales au service de la dette. En raison du coût élevé des ressources financières à partir de l'année 2021, la dette contractée pendant cette période présente des défis encore plus complexes. Certains pays ont été exclus des marchés internationaux de capitaux, ce qui a entraîné la suspension des prêts bilatéraux et retardé les projets d'infrastructure en cours, rendant leur achèvement encore plus coûteux.

La croissance de l'activité économique en 2024 est confrontée à un obstacle majeur en matière d'approvisionnement en électricité, puisque les approvisionnements nationaux et transfrontaliers ont connu d'importantes pénuries dans de nombreux pays comme le Ghana, le Togo, le Bénin, le Nigeria, le Mali et le Niger. Les nouvelles restrictions d'exportation imposées par l'autorité de régulation de l'électricité du Nigeria pour une période initiale de six mois aggraveront davantage les

déficits d'approvisionnement en électricité dans les pays qui en dépendent. En outre, si des mesures appropriées ne sont pas prises, l'insécurité freinera la croissance de l'activité économique, en particulier dans les régions productrices de denrées alimentaires.

Au cours du premier trimestre, l'inflation a généralement diminué, soutenue par la baisse des prix des denrées alimentaires et la relative stabilité des prix de l'énergie. Cependant, la hausse des prix du pétrole brut et la fragilité des monnaies nationales en dehors de l'UEMOA et du Cabo Verde menacent d'inverser cette tendance. Si cette dynamique persiste, elle pourrait entraver la croissance économique de la sous-région, aggravant les taux de pauvreté qui sont déjà en augmentation ces dernières années.

Enfin, la menace de dérapages budgétaires subsiste alors que certains pays s'apprêtent à tenir des élections en 2024, que les prix flambent et que les monnaies nationales perdent de la valeur face aux principales devises commerciales. Le coût de la gouvernance augmentera en terme nominal, et avec les options de financement limitées, les gouvernements devront rivaliser avec le secteur privé pour obtenir des ressources, entraînant des effets d'éviction.

Tels sont les défis auxquels la sous-région sera confrontée en 2024 et à court terme. Il convient ainsi de trouver des solutions à ces défis et de renforcer la résilience à temps afin de préserver les vies et les moyens de subsistance des populations concernées.

George Agyekum Donkor, PhD, DBA

Président de la Banque et de son Conseil d'Administration

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|------------|
| SIGLES ET ABRÉVIATIONS | ii |
| AVANT-PROPOS | iii |
| TABLE DES MATIÈRES | v |
| FAITS SAILLANTS | 1 |
| Performance | 2 |
| Perspectives | 2 |
| Possibilité d'amélioration | 3 |
| Risques de dégradation | 3 |
| Renforcer la résilience | 3 |
| BAISSE DE L'INFLATION ET CROISSANCE EN RÉGRESSION | 4 |
| Une croissance régionale et sous-régionale modeste | 5 |
| Une croissance vigoureuse au niveau des pays, mais faible dans l'ensemble | 5 |
| Une inflation en baisse mais toujours élevée | 7 |
| L'assainissement budgétaire est en bonne voie | 8 |
| Détérioration du solde du compte courant | 9 |
| Accroissement de la dette | 10 |
| Détérioration des indices de pauvreté | 12 |
| Une lente reprise | 18 |
| Baisse de l'inflation au niveau national, mais perspectives inquiétantes pour les prix de l'énergie | 18 |
| Assainissement budgétaire | 19 |
| Diminution des ratios d'endettement, mais persistance de l'insoutenabilité | 19 |
| Réduction soutenue du déficit du compte courant | 20 |
| POTENTIEL REBOND POSITIF | 21 |
| Recettes exceptionnelles tirées des matières premières | 22 |
| Stabilisation des taux, possibilité de baisse | 22 |
| RISQUES DE DÉGRADATION | 23 |
| Escalade du conflit au Moyen-Orient | 24 |
| Insuffisance de l'approvisionnement en électricité | 24 |
| Pressions sur les taux de change | 25 |
| Hausse du prix du pétrole brut | 25 |
| Menace d'insécurité | 25 |
| Événements climatiques défavorables | 25 |
| RENFORCER LA RÉSILIENCE | 26 |
| Renforcer la résilience agricole pour la sécurité alimentaire | 27 |
| L'industrialisation au service de la résilience dans le secteur de l'agriculture et des services | 30 |
| Renforcer la résilience à travers le développement du capital humain | 30 |
| RÉFÉRENCES | 32 |
| FICHES PAYS | 34 |
| BÉNIN | 35 |
| BURKINA FASO | 36 |
| CAP-VERT | 37 |
| CÔTE D'IVOIRE | 38 |
| LA GAMBIE | 39 |
| GHANA | 40 |
| GUINÉE | 41 |
| GUINÉE-BISSAU | 42 |
| LIBÉRIA | 43 |
| MALI | 44 |
| NIGER | 45 |
| NIGERIA | 46 |
| SÉNÉGAL | 47 |
| SIERRA LEONE | 48 |
| TOGO | 49 |
| ANNEXES | 50 |

GRAPHIQUES

| | |
|---|----|
| Graphique 1: Croissance du PIB mondial | 5 |
| Graphique 2: Croissance sous-régionale de l'Afrique subsaharienne | 5 |
| Graphique 3: Croissance de la CEDEAO | 6 |
| Graphique 4: Répartition du PIB de la CEDEAO | 7 |
| Graphique 5: Indice des prix des produits alimentaires | 7 |
| Graphique 6: Inflation moyenne dans la CEDEAO | 8 |
| Graphique 7: Croissance des recettes et des dépenses | 9 |
| Graphique 8: Solde budgétaire | 9 |
| Graphique 9: Balance du compte courant | 10 |
| Graphique 10: Croissance de la dette brute | 10 |
| Graphique 11: Dette publique dans la CEDEAO | 12 |
| Graphique 12: Taux de chômage dans la CEDEAO (15 ans et plus) | 13 |
| Graphique 13: Répartition des travailleurs pauvres | 14 |
| Graphique 14: Croissance du PIB de la CEDEAO | 18 |
| Graphique 15: Inflation au premier trimestre 2024 | 18 |
| Graphique 16: Prédiction du ratio dette/PIB | 20 |
| Graphique 17: Proportion du secteur agricole dans l'emploi et le PIB | 27 |
| Graphique 18 : Répartition sectorielle du PIB de la CEDEAO | 30 |
| Graphique 19 : PIB par heure de travail (PIB en dollars internationaux constants de 2017 à parité de pouvoir d'achat) | 31 |

ENCADRÉS

| | |
|---|----|
| Encadré 1: Pressions sur le taux de change dans la ZMAO | 11 |
| Encadré 2: Renforcer la résilience : remédier à la faiblesse du commerce intra-CEDEAO | 15 |
| Encadré 3: Un scénario pour la diversification des sources de riz et de stimulation de la production locale | 17 |
| Encadré 4: Le Fonds régional pour l'agriculture et l'alimentation (FRAA), un outil essentiel à la résilience du secteur agricole face aux chocs climatiques | 29 |



FAITS SAILLANTS

Performance

La croissance de l'activité économique dans la région de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est ralentie, passant de 4,0 pour cent en 2022 à 3,5 pour cent en 2023. Ces chiffres englobent les deux zones de la sous-région, qui ont connu une baisse de leur dynamique de croissance. L'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) a enregistré une croissance de 5,0 pour cent en 2023, contre 5,7 pour cent en 2022, grâce à une forte croissance dans la plupart des États membres ; quatre pays ayant enregistré une croissance d'au moins 5 pour cent. La Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) plus le Cabo Verde (ZMAO+) a enregistré une croissance de 3,0 pour cent en 2023, contre 3,4 pour cent en 2022.

L'inflation dans la sous-région a connu une baisse générale, neuf États membres ayant enregistré une inflation de fin de période plus basse en 2023 comparativement à 2022. Toutefois, l'inflation moyenne a augmenté dans neuf des 15 États membres, l'inflation moyenne à l'échelle de la CEDEAO clôturant l'année 2023 à 20,6 pour cent, contre 16,9 pour cent en 2022. L'UEMOA a connu une forte baisse de l'inflation moyenne, qui s'est établie à 3,8 pour cent en fin 2023, contre 7,0 pour cent en fin 2022, tandis que l'inflation de la ZMAO+ a grimpé pour atteindre 26,0 pour cent en 2023 contre 20,3 pour cent en 2022.

De nombreux États membres sont restés sur la voie de l'assainissement budgétaire, la sous-région atteignant un déficit budgétaire de 4,5 pour cent du PIB, contre 6,3 pour cent du PIB en 2022. Ceci est le résultat du fait qu'aucun des 15 États membres n'a réussi à réduire davantage le déficit budgétaire au cours de l'année sous revue, la croissance des recettes étant supérieure à celle des dépenses dans 11 États membres. Dans l'UEMOA, il a été enregistré en fin d'année un déficit budgétaire de 5,3 pour cent du PIB, contre 6,8 pour cent du PIB en 2022, tandis que la ZMAO+ a amélioré son déficit budgétaire pour atteindre 4,2 pour cent du

PIB en 2023, contre 6,1 pour cent du PIB en 2022. Le ratio dette/PIB au sein de la CEDEAO s'est établi à 55,2 pour cent à la fin de 2023, contre 49,9 pour cent en 2022. Dans l'UEMOA, le ratio s'est établi à 60,6 pour cent en 2023, contre 58,8 pour cent en 2022, tandis qu'il s'est établi à 53,0 pour cent dans la ZMAO+, contre 47,1 pour cent en 2022. Le solde du compte courant s'est détérioré dans la CEDEAO (-3,0 pour cent du PIB) et dans la ZMAO+ (-0,7 pour cent du PIB) alors qu'il s'est amélioré dans l'UEMOA (-8,4 pour cent du PIB) en 2023.

Perspectives

La croissance économique devrait connaître une lente reprise pour atteindre 4,0 pour cent et 4,1 pour cent en 2024 et 2025 respectivement. L'UEMOA devrait enregistrer une croissance de 6,0 pour cent en 2024, puis de 6,5 pour cent en 2025. Dans la ZMAO+, la croissance de l'activité économique devrait être de 3,4 pour cent en 2024 avec une stabilité à ce même taux en 2025. Les pressions inflationnistes devraient s'atténuer, entraînant une baisse de l'inflation en fin de période et de l'inflation moyenne en 2024 et 2025. L'inflation moyenne dans la CEDEAO devrait s'établir à 20,0 pour cent à la fin de l'année 2024 et à 16,4 pour cent en 2025. Dans l'UEMOA, l'inflation moyenne devrait baisser pour atteindre 3,1 pour cent en 2024 et 2,5 pour cent en 2025, grâce à la stabilité de la monnaie et à la baisse attendue des prix des denrées alimentaires. Pour la ZMAO+, l'inflation devrait également s'améliorer passant de 25,6 pour cent en 2024, à 21,2 pour cent en 2025.

Le solde budgétaire de la CEDEAO devrait se stabiliser à -4,5 pour cent du PIB en 2024, soit le même niveau qu'en 2023, avant d'observer une réduction pour atteindre -3,9 pour cent du PIB en 2025, soutenu par une légère amélioration dans la ZMAO+ et une amélioration relativement significative dans l'UEMOA. Le solde budgétaire de la ZMAO+ devrait se situer à -4,6 pour cent du PIB à la fin de 2024, avant de se réduire et atteindre -4,1 pour cent du PIB en 2025. En revanche, l'UEMOA devrait enregistrer une réduction continue de son

solde budgétaire, se situant à -4,3 pour cent du PIB en 2024 et à -3,3 pour cent du PIB en 2025 selon les prévisions. Le ratio dette/PIB de la CEDEAO devrait diminuer de manière constante en 2024 et en 2025 pour atteindre respectivement 53,1 pour cent et 52,4 pour cent. Dans l'UEMOA, le ratio dette/PIB devrait s'établir à 59,8 pour cent en 2024, puis baisser et atteindre 58,5 pour cent en 2025. Dans la ZMAO+, il devrait diminuer légèrement pour atteindre 51,1 pour cent en 2024 et 50,7 pour cent en 2025. La CEDEAO devrait enregistrer une amélioration continue de son compte courant, enregistrant un solde de -2,0 pour cent du PIB en 2024 et -1,5 pour cent du PIB en 2025. Dans l'UEMOA, le solde du compte courant devrait s'améliorer pour atteindre -6,1 pour cent du PIB en 2024 et -4,3 pour cent du PIB en 2025, tandis que la ZMAO+ devrait expérimenter un compte courant stable, avec un solde qui devrait s'établir à -0,7 pour cent du PIB en 2024 et 2025.

Possibilité d'amélioration

Divers facteurs peuvent contribuer à la réalisation de ces perspectives. Cependant, l'édition 2024 du document des Perspectives de Développement en Afrique de l'Ouest se concentrent sur deux de ces facteurs :

- Les recettes exceptionnelles provenant des matières premières ; et
- La stabilisation et les baisses éventuelles des taux d'intérêt et leur impact sur les coûts de financement.

Risques de dégradation

Les estimations de l'édition 2024 du document des Perspectives de Développement en Afrique de l'Ouest sont confrontées à plusieurs turbulences, tant internes qu'externes, qui sont résumées ci-dessous :

- une escalade du conflit au Moyen-Orient ;
- l'insuffisance de l'approvisionnement en électricité ;
- la pression sur les taux de change ;

- l'augmentation des prix du pétrole brut ;
- la menace de l'insécurité ; et
- des événements météorologiques défavorables.

Renforcer la résilience

L'édition 2024 du document des Perspectives de Développement en Afrique de l'Ouest reconnaît la constance des chocs socio-économiques, qu'ils soient attendus ou inattendus, de grandes ou petites envergures, externes ou internes. À cet égard, il est impératif de se préparer à ces chocs en s'attaquant aux facteurs qui les déclenchent ou les amplifient. Les propositions visant à renforcer la résilience incluent la sécurisation de la production agricole par la culture de plantes résistantes à la sécheresse, la diversification des cultures et l'assurance indicielle, essentielles pour lutter contre l'insécurité alimentaire. En outre, la transformation des matières premières en produits finis avant l'exportation, apportera une plus-value non seulement au secteur agricole, mais également au secteur des services. Cela permettra aux États membres de se positionner dans les domaines les plus stratégiques de la chaîne de valeur et de mieux négocier avec leurs partenaires commerciaux, étant donné que la transformation aura permis de prolonger la durée de conservation des denrées périssables, éliminant ainsi l'urgence de vendre rapidement.

28.328

75.32

37.5

50

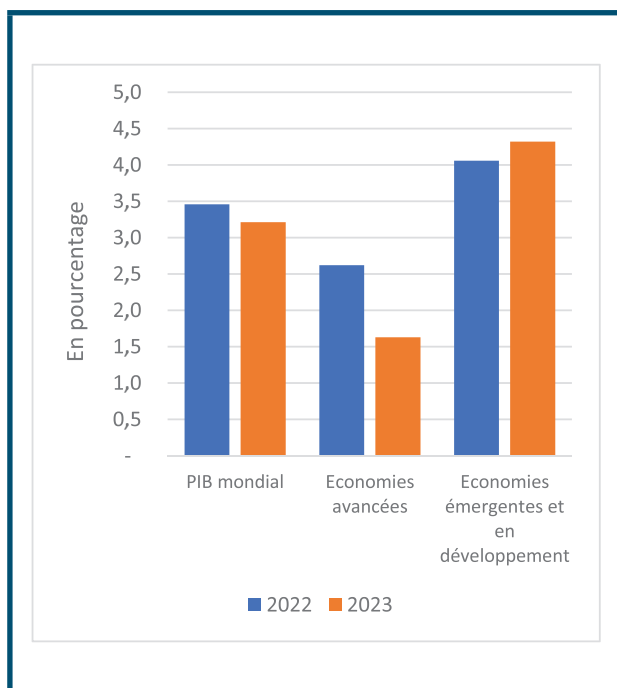
30

BAISSE DE L'INFLATION ET CROISSANCE EN RÉGRESSION

Une croissance régionale et sous-régionale modeste

La croissance du PIB mondial en 2023 a été inférieure à celle de 2022, les économies avancées ayant eu du mal à se maintenir au même niveau qu'en 2022. La croissance mondiale en fin d'année était de 3,2 pour cent, contre 3,5 pour cent en 2022. Les économies avancées ont progressé d'environ un point de pourcentage de moins en 2023 comparativement à 2022, avec une croissance de 1,6 pour cent en 2023, contre 2,6 pour cent en 2022. Les économies émergentes et en développement, quant à elles, ont enregistré des résultats légèrement meilleurs en 2023, avec une croissance de 4,3 pour cent, contre 4,1 pour cent en 2022 (graphique 1).

Graphique 1: Croissance du PIB mondial



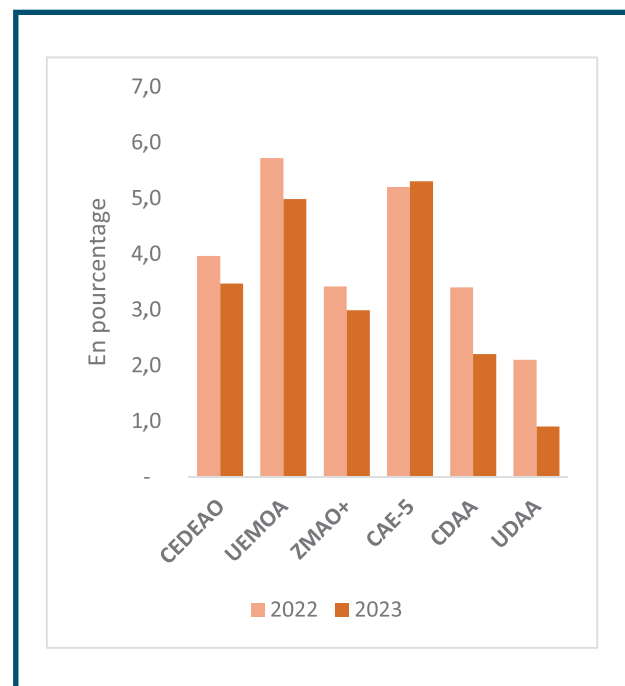
Source : Données issues des Perspectives de l'économie mondiale du FMI

La croissance du PIB en Afrique subsaharienne (ASS) est passée de 4 pour cent en 2022 à 3,4 pour cent en 2023, ce qui correspond à la baisse de la croissance dans diverses régions du monde. Tous les blocs économiques de l'ASS n'en sont pas épargnés : la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), par exemple, a

enregistré une croissance en baisse pour atteindre 3,5 pour cent en 2023, contre 4 pour cent en 2022. La croissance du PIB dans l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) était de 5,0 pour cent en 2023, contre 5,7 pour cent en 2022, tandis que la Zone monétaire ouest-africaine (ZMAO) plus le Cabo Verde (ZMAO+) a enregistré une croissance de 3,0 pour cent en 2023, contre 3,4 pour cent en 2022.

L'activité économique de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (CDAA) a progressé de 2,2 pour cent en 2023, contre 3,4 pour cent en 2022, et celle de l'Union douanière d'Afrique australe (UDAA) de 0,9 pour cent en 2023, contre 2,1 pour cent en 2022 (graphique 2).

Graphique 2: Croissance sous-régionale de l'Afrique subsaharienne



Source : Calculs du personnel de la BIDC à partir des Perspectives de l'économie mondiale du FMI et les données par pays

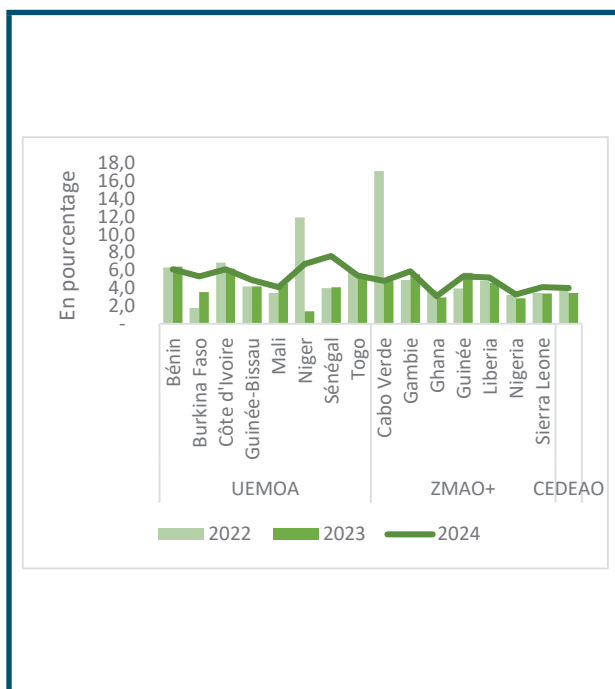
Une croissance vigoureuse au niveau des pays, mais faible dans l'ensemble

Comme indiqué précédemment, la croissance du PIB de la CEDEAO a connu un ralentissement

en 2023 par rapport à 2022. Cela reflète la baisse de la croissance enregistrée par neuf des 15 États membres en raison des prix élevés, de la faiblesse de la demande intérieure et des effets des sanctions économiques et financières imposées par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO à un des États membres.

Le Cabo Verde et le Niger ont enregistré de fortes baisses de leurs taux de croissance du PIB, principalement en raison des effets de base statistique et des répercussions sévères des sanctions économiques et financières. Alors que l'économie du Cabo Verde a connu une croissance de 17,1 pour cent en 2022, le taux de croissance a chuté à 4,8 pour cent en 2023, et l'économie du Niger a connu une croissance de 1,4 pour cent, contre 11,9 pour cent en 2022 (graphique 3). Pour le Niger, les sanctions économiques et financières imposées par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement à la suite du coup d'État militaire ont gravement entravé la croissance de l'activité économique.

Graphique 3: Croissance de la CEDEAO

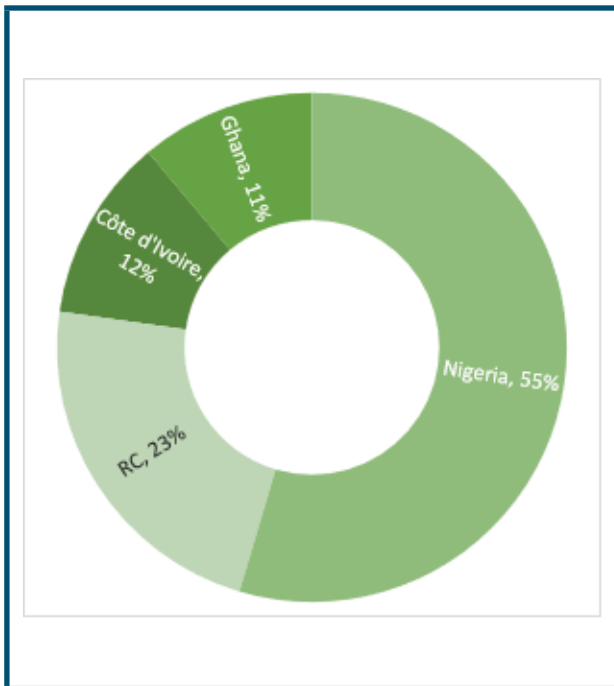


Source : Base de données des Perspectives de Développement en Afrique de l'Ouest

Le Bénin, qui a enregistré la plus forte croissance du PIB dans la sous-région, a connu une croissance régulière de 6,4 pour cent en 2023, contre 6,3 pour cent en 2022. Au total, cinq États membres ont enregistré un taux de croissance de 5 pour cent ou plus, et cinq autres entre 4 et 5 pour cent. Sans surprise, le Niger a enregistré le taux de croissance le plus faible, suivi du Ghana avec 2,3 pour cent.

En 2023, un changement significatif dans la répartition du PIB régional a été enregistré ; la Côte d'Ivoire devenant la deuxième économie de la sous-région en termes de PIB nominal, dépassant ainsi le Ghana. Ce résultat a été obtenu grâce à une croissance robuste et constante ainsi qu'à une stabilité monétaire, alors que le Ghana a connu récemment une croissance stagnante et une dépréciation monétaire considérable.

Cela dit, les défis liés à l'instabilité de la monnaie nigériane ont conduit le pays à céder une part significative de sa contribution au PIB sous-régional, en enregistrant une contribution à hauteur de 54,6 pour cent, contre 62,7 pour cent en 2022 (graphique 4). Le Nigeria a perdu 8,1 points de pourcentage au profit du reste de la CEDEAO (RC, 4,3 points de pourcentage), de la Côte d'Ivoire (2,2 points de pourcentage) et du Ghana (1,6 point de pourcentage).

Graphique 4: Répartition du PIB de la CEDEAO

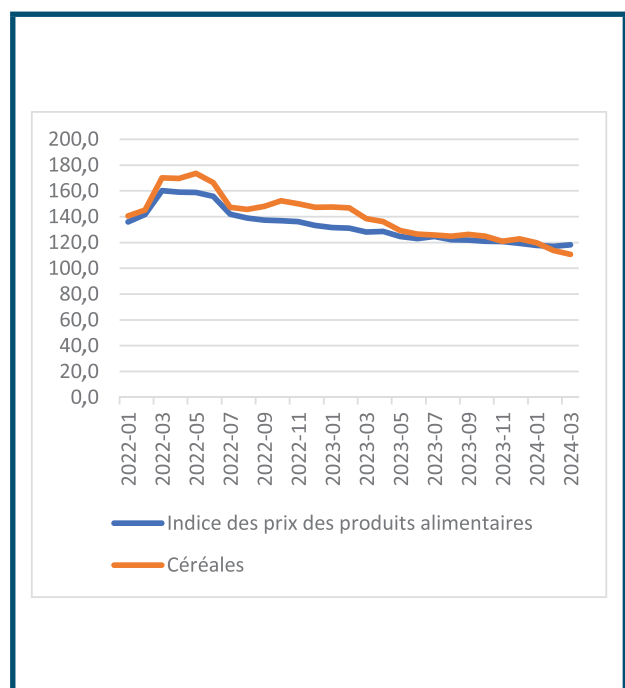
Source : Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

Une inflation en baisse mais toujours élevée

L'inflation mondiale a chuté en 2023, avec une inflation de fin de période et une inflation moyenne clôturant l'année à 6,2 pour cent et 6,8 pour cent, respectivement. Les économies avancées ont enregistré une inflation de fin de période de 3,1 pour cent, contre 7,3 pour cent en 2022, et une inflation moyenne clôturant l'année à 4,6 pour cent, contre 7,3 pour cent en 2022. Les marchés émergents et les économies en développement ont enregistré une légère baisse de l'inflation en fin de période et de l'inflation moyenne. L'inflation moyenne a terminé l'année à 8,3 pour cent, contre 9,8 pour cent en 2022, tandis que l'inflation de fin de période s'est établie à 8,4 pour cent, contre 10,1 pour cent en 2022. Ces tendances inflationnistes à la baisse s'expliquent par l'amélioration des approvisionnements en denrées alimentaires et en énergie, contrastant fortement avec la situation de 2022, lorsque la Russie a envahi l'Ukraine.

L'indice des prix des produits alimentaires de la

FAO a enregistré une baisse constante depuis son pic de mars 2022, clôturant l'année 2023 à 119,2 (graphique 5). Cette évolution s'est répercutée sur le niveau général des prix, entraînant une baisse de l'inflation dans diverses régions du monde. Cette dynamique s'est poursuivie au cours des deux premiers mois de l'année 2024. Cependant, l'indice a augmenté de 1,1 pour cent pour atteindre 118,3 en mars 2024 en raison des hausses des indices de la viande, des produits laitiers et des huiles.

Graphique 5: Indice des prix des produits alimentaires

Source : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

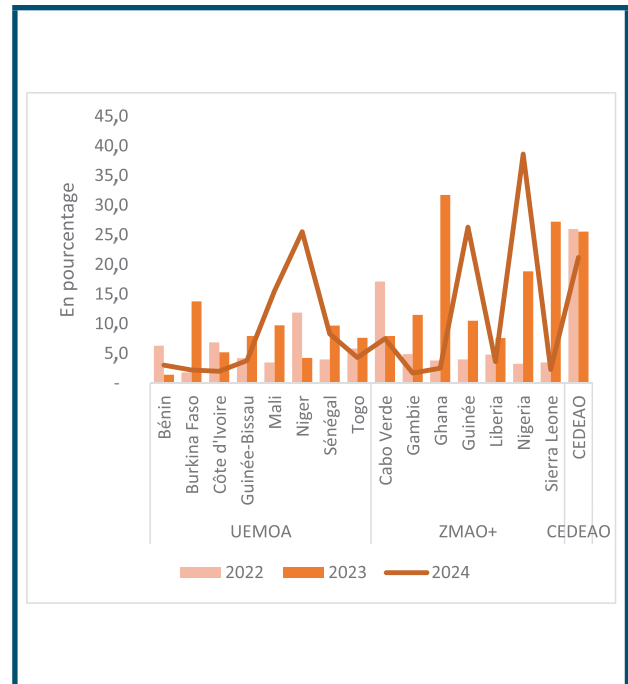
La région de la CEDEAO a connu une hausse de l'inflation moyenne en 2023, même si neuf États membres ont enregistré une inflation de fin de période inférieure à celle de 2022. Six des 15 pays ont connu une inflation moyenne inférieure à celle de 2022. La Sierra Leone, le Nigeria, le Niger et la Gambie figurent parmi les pays qui n'ont pas suivi cette tendance baissière de l'inflation de fin de période par rapport à 2022. Alors que l'augmentation des prix au Niger peut être attribuée principalement aux conséquences des sanctions

économiques et financières mentionnées plus haut, celle des autres pays résulte essentiellement des pressions exercées sur les taux de change auxquelles leurs monnaies ont été soumises au cours de l'année (encadré 1).

L'inflation moyenne dans l'UEMOA a été de 3,8 pour cent, la Guinée-Bissau (7,2 %), le Sénégal (5,9 %), le Togo (5,1 %), le Niger (3,7 %) et la Côte d'Ivoire (4,4 %) dépassant le seuil de convergence de la zone qui est de 3 pour cent. Même si le Bénin a pu en 2023 respecter le critère de convergence sur l'inflation, le pays demeure le seul État membre de l'UEMOA ayant enregistré un taux d'inflation moyen (2,8 %) supérieur à celui de 2022 (1,4 %). Le taux d'inflation relativement élevé au Bénin a été causé par des augmentations de prix dans les secteurs du transport, du logement et des services publics (y compris le carburant), les prix des produits alimentaires ayant atténué les effets de ces augmentations sur l'inflation globale.

L'inflation moyenne dans la ZMAO+ est restée globalement élevée (26,0 %) par rapport à celle de l'UEMOA. Tous les pays de la ZMAO+ à l'exception de la Guinée, ont enregistré une inflation moyenne plus élevée en 2023 comparativement au niveau d'inflation de 2022 (graphique 6). Le Ghana est le seul État membre de la ZMAO à avoir enregistré en 2023 une inflation de fin de période inférieure à celle de 2022, la Sierra Leone ayant enregistré l'inflation de fin de période la plus élevée, soit 52,2 pour cent.

Graphique 6: Inflation moyenne dans la CEDEAO

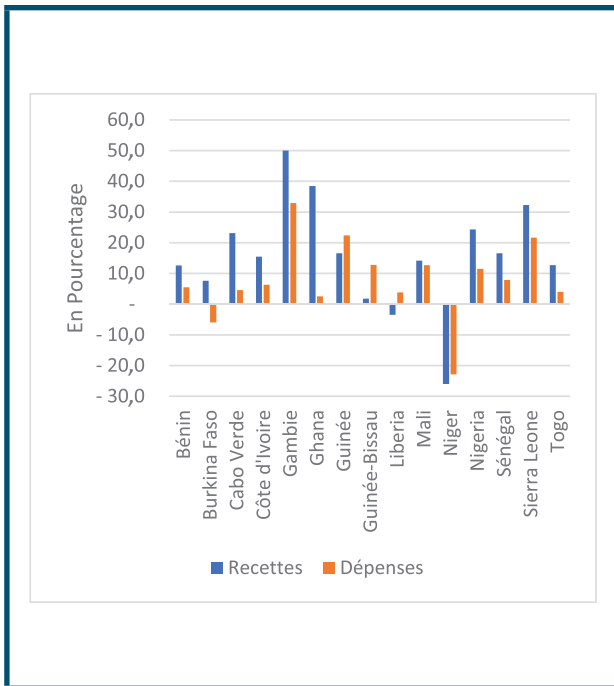


Source: Base de données des Perspectives de Développement en Afrique de l'Ouest

L'assainissement budgétaire est en bonne voie

Le solde budgétaire s'est nettement amélioré dans l'ensemble et dans certains pays en 2023. À la fin de l'année, le solde budgétaire s'établissait à -4,5 pour cent du PIB, contre -6,3 pour cent du PIB en 2022. En effet, sur les 15 États membres, seuls quatre - la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia et le Togo - ont vu leur solde budgétaire se dégrader au cours de l'année, ce qui témoigne de la réussite des efforts d'assainissement. La croissance des recettes a été supérieure à celle des dépenses dans tous les États membres, à l'exception de la Guinée, de la Guinée-Bissau et du Liberia, représentant trois des quatre États membres qui ont connu une détérioration de leur solde budgétaire (graphique 7). Même si la croissance des recettes du Togo a été supérieure à celle des dépenses, l'importance relative des recettes et des dépenses de 2022, a pesé lourdement en faveur des dépenses, empêchant le solde budgétaire du pays d'enregistrer un meilleur résultat en 2023 comparativement à 2022.

Graphique 7: Croissance des recettes et des dépenses

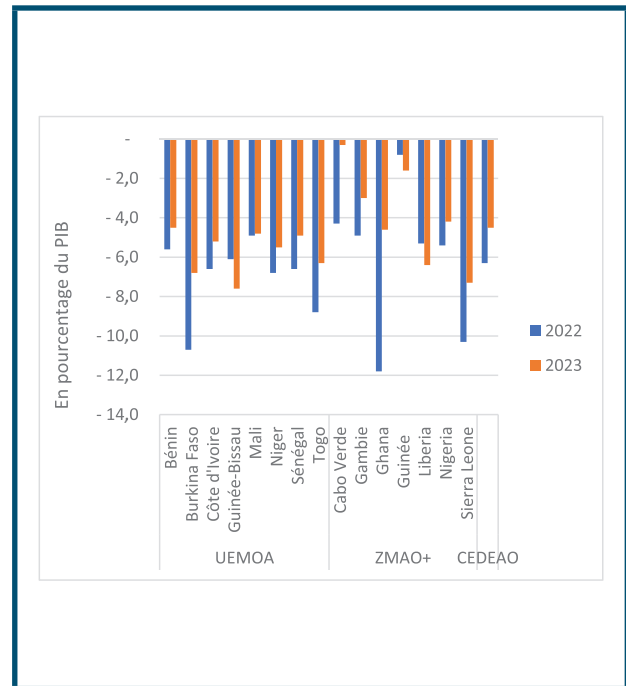


Source : Calculs du personnel de la BIDC à partir des Perspectives de l'économie mondiale

L'UEMOA et la ZMAO+ ont enregistré une amélioration de leurs soldes budgétaires, soutenue par des performances individuelles robustes. Dans l'UEMOA, le solde budgétaire s'est clôturé à -5,3 pour cent du PIB, contre -6,8 pour cent du PIB en 2022. De même, la ZMAO+ a amélioré son solde budgétaire, passant de -6,1 pour cent du PIB en 2022 à -4,2 pour cent du PIB en 2023.

Le Ghana a enregistré la plus forte amélioration du solde budgétaire, clôturant l'année 2023 à -4,6 pour cent du PIB, contre -11,8 pour cent du PIB en 2022. Des performances notables ont été observé au Cabo Verde (une amélioration de 4 points de pourcentage) et en Sierra Leone (une amélioration de 3 points de pourcentage). Dans l'UEMOA, le Burkina Faso a enregistré en 2023 la plus forte baisse, avec un ratio solde budgétaire/ PIB de -7,4 pour cent, contre -10,4 pour cent en 2022 (graphique : 8).

Graphique 8: Solde budgétaire



Source : Base de données du FMI sur les perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne

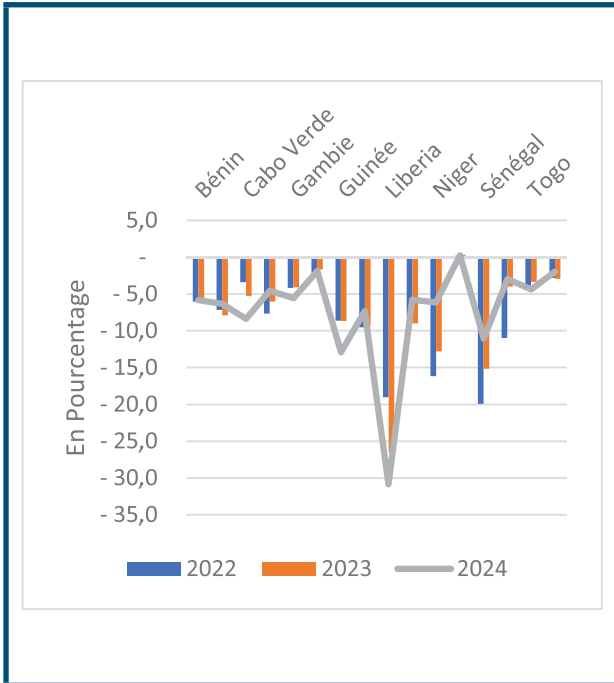
Détérioration du solde du compte courant

Le Solde du compte courant de la sous-région s'est détérioré par rapport à l'année 2022, se situant à -3,0 pour cent du PIB en fin d'année 2023, contre -2,8 pour cent du PIB en 2022. Ce résultat de fin d'année masque l'amélioration des performances individuelles, avec neuf États membres ayant réduit leur déficit respectif du compte courant. Le ratio sous-régional est devenu profondément négatif malgré le fait que le Nigeria ait enregistré deux fois de suite un excédent de son compte courant (graphique 9).

La Sierra Leone a réduit son solde courant qui était d'environ -11,0 pour cent du PIB en 2022 pour atteindre -4,0 pour cent en 2023, ce qui représente la plus forte variation de la sous-région. Le Sénégal (-15,1 pour cent en 2023, contre -19,9 pour cent en 2022) et le Niger (-12,8 pour cent en 2023, contre -16,2 pour cent en 2022) sont les autres États membres qui ont enregistré de fortes améliorations au cours de l'année. À l'inverse, le

déficit du compte courant du Liberia s'est détérioré, passant de 19,0 pour cent du PIB en 2022 à 26,5 pour cent du PIB, ce qui représente la plus forte détérioration.

Graphique 9: Balance du compte courant

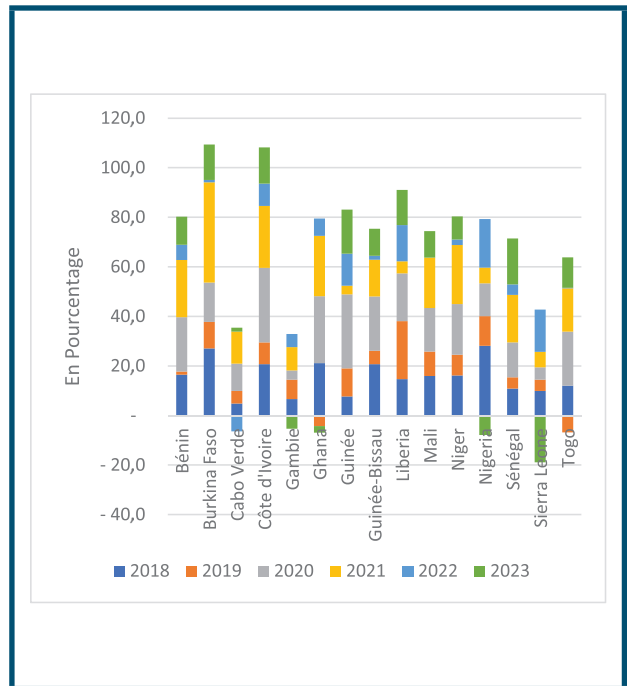


Source : Base de données des Perspectives de développement en l'Afrique de l'Ouest

Accroissement de la dette

Les niveaux d'endettement ont continué à croître dans de nombreux États membres, avec une accumulation de dette constatée dans 11 des 15 pays au cours de la période. La Sierra Leone a enregistré la plus forte baisse de son niveau d'endettement en terme nominal d'environ 18,9 pour cent, le Nigeria (7,9 %), la Gambie (5,4 %) et le Ghana (2,6 %) enregistrant également une baisse de l'encours de la dette (graphique 10).

Graphique 10: Croissance de la dette brute



Source : Calculs du personnel de la BIDC à partir des Perspectives de l'économie mondiale

Encadré 1: Pressions sur le taux de change dans la ZMAO

La dépréciation monétaire est l'un des défis majeurs auxquels les six pays membres de la ZMAO sont confrontés depuis des années. Les régimes de taux de change flottant ou de change flottant pratiqués par les autorités monétaires ne sont soutenus que par des exportations à faible revenus et, par extension, par les déficits commerciaux béants vis-à-vis du reste du monde. La faible valeur des monnaies reflète les défis fondamentaux auxquels la gestion macroéconomique de la sous-région a été confrontée au fil des ans, en particulier au cours des cinq dernières années.

Le Ghana, le Nigeria et la Sierra Leone sont les pays qui ont connu la plus forte dépréciation de leur monnaie dans la ZMAO en 2022 et 2023.

Au Ghana, ce qui a débuté comme un vaste déficit de financement dans le budget 2022 en raison du scepticisme à l'égard de la mobilisation des recettes a déclenché une série de ventes d'obligations, entraînant une aversion générale des investisseurs pour le risque et une ruée sur le cedi. Ceci, combiné au renforcement du dollar américain, a conduit à une dépréciation de la monnaie qui n'avait jamais été observée depuis des décennies et dont les effets persistent encore jusqu'à ce jour (graphique 1.1).

Graphique 1.1 Taux de change USD-Cedis



Source : Bloomberg

En ce qui concerne le Nigeria, l'important déficit budgétaire de 2022, l'introduction de nouveaux billets du naira, le contrôle des changes et le dollar qui s'est renforcé (même si le compte courant a enregistré un excédent), entre autres, ont concouru à l'affaiblissement du naira. La modification de la méthodologie du taux de change de clôture en février 2024, dans le but d'endiguer la chute de la monnaie, a été interprétée comme une dévaluation implicite du naira. La dépréciation de la devise a persisté globalement du premier jour du mois de février jusqu'à la mi-mars, lorsqu'elle a commencé à s'apprécier de

manière constante. Le naira a enregistré des gains significatifs au cours de la troisième semaine d'avril 2024, lorsque la banque centrale est intervenue en augmentant l'offre de dollars, éliminant ainsi un arriéré d'accords d'achat de dollars en souffrance. La hausse du naira a coïncidé avec une baisse de 5,6 pour cent des réserves nationales de liquidités, ce qui a suscité des craintes de non-viabilité. D'un autre côté, les prix élevés du pétrole brut permettent de penser que les réserves ne s'épuiseront pas d'aussi tôt.

Graphique 1.2 Taux de change USD-Naira



Source : Bloomberg

Alors que le leone a atteint un semblant de stabilité récemment, il a connu une forte appréciation en juin 2023. Une dépréciation presque immédiate de la monnaie a inquiété les observateurs du marché (voir graphique 3.3).

Graphique 1.3 Taux de change USD-Leone



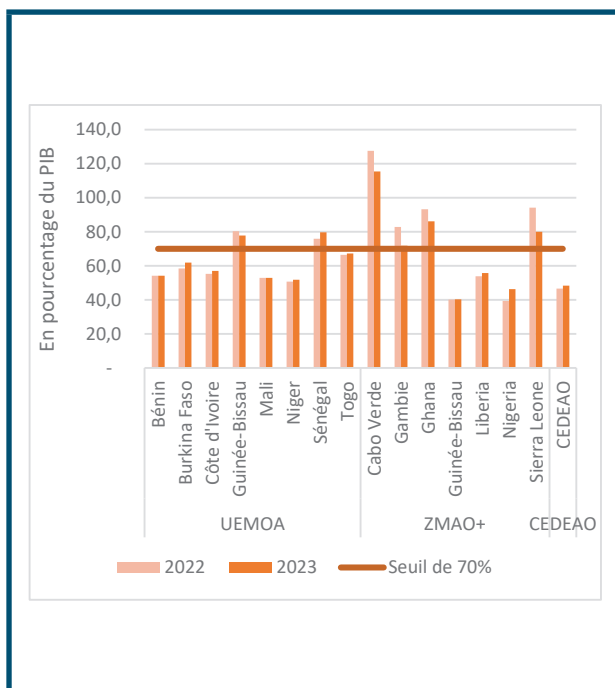
Source : Bloomberg

Le problème de la gestion de la monnaie réside dans l'absence d'une économie réelle sous-jacente solide, qui devrait stimuler les exportations de grande valeur. Les exportations sont principalement composées de matières premières, dont les prix sont déterminés par le marché, tandis que les importations sont principalement composées de produits de grande valeur dont les prix sont fixes. Dans les régimes de change flottant, la dépréciation de la monnaie est inéluctable si les importations l'emportent sur les exportations.

Outre les variations de la dette nominale, les évolutions des devises et le niveau d'augmentation du PIB nominal sont des facteurs qui influencent le ratio dette/PIB. Les données montrent que cinq États membres ont enregistré des améliorations de leur ratio dette/PIB. Le Cabo Verde, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau et la Sierra Leone ont réduit leur ratio dette/PIB entre 2,6 et 14,1 points de pourcentage.

À ce jour, six pays ont franchi le seuil de 70 pour cent du ratio dette/PIB fixé par les critères de convergence de la CEDEAO. Si la composition de ce groupe n'a pas changé, il est intéressant de noter que la Gambie a réduit son ratio dette/PIB de 82,9 pour cent en 2022 à 71,2 pour cent en 2023, ce qui pourrait l'amener à sortir de ce groupe si elle continue son effort. Le Togo quant à lui s'est rapproché du seuil en ajoutant 1,1 point de pourcentage à son ratio de 2022 pour atteindre 67,2 pour cent (graphique 11).

Graphique 11: Dette publique dans la CEDEAO



Source : Base de données des Perspectives de Développement en Afrique de l'Ouest

Un examen rapide des statistiques de la dette révèle une trajectoire ascendante pour de nombreux

États membres, partiellement compensée par une croissance convenable de l'activité économique (en particulier dans l'UEMOA). Cette tendance laisse présager que le seuil de 70 pour cent du ratio dette/PIB sera franchi par de nombreux autres États membres au cours des cinq à dix prochaines années si les gouvernements ne prennent pas des mesures adéquates pour combler les déficits budgétaires persistants.

Le ratio dette/PIB de la CEDEAO a considérablement augmenté pour atteindre 55,2 pour cent en 2023 contre 49,9 pour cent en 2022. L'UEMOA a enregistré un ratio de 60,6 pour cent en 2023 contre 58,8 pour cent en 2022 et la ZMAO+ a enregistré un ratio de 53,0 pour cent contre 47,1 pour cent en 2022.

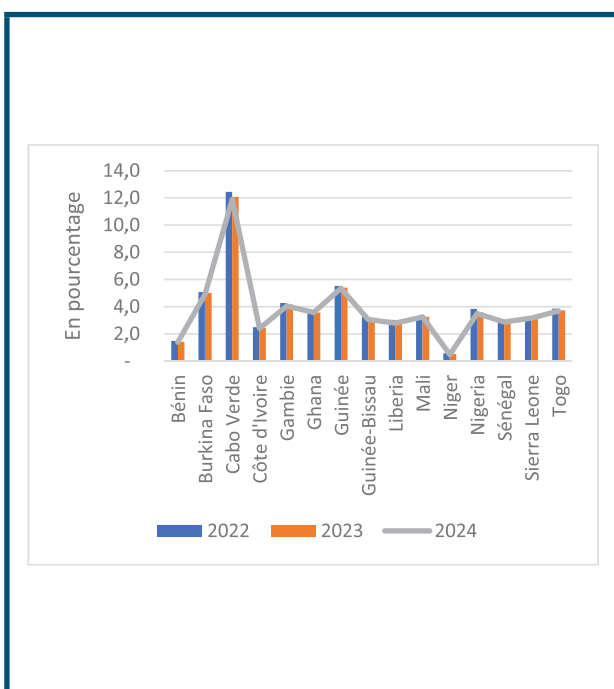
Détérioration des indices de pauvreté

Le manque de liquidités au niveau mondial, les coûts de financement élevés, l'instabilité macroéconomique, l'insécurité, le changement climatique et l'instabilité politique, entre autres, illustrent les dures réalités auxquelles de nombreux États d'Afrique de l'Ouest ont été confrontés au cours de ces dernières années. Ces facteurs, et bien d'autres, ont eu un impact négatif sur la lutte contre la pauvreté. Cette situation a contraint de nombreux pays à enregistrer une détérioration de leurs indices de pauvreté. Pire encore, compte tenu de l'étroite marge de manœuvre budgétaire qui existe dans de nombreux États membres, la réactivité aux chocs internes et externes reste, dans le meilleur des cas, plutôt modérée, avec des filets de sécurité sociale limités pour atténuer les difficultés dont les anciens et les nouveaux pauvres font face. Les récentes difficultés ont rendu vulnérable une grande partie de la population active, qui s'est retrouvée dans une situation de quasi-pauvreté, ou de pauvreté modérée ou encore d'extrême pauvreté, au moment où les chiffres du chômage se sont améliorés en 2023.

En 2023, le taux de chômage s'est amélioré dans tous les États membres de la sous-région à l'exception du Ghana et du Mali. Le taux de chômage moyen

de la sous-région s'établit à 3,8 pour cent, contre 3,9 pour cent en 2022. Le Niger est resté l'État membre ayant le taux de chômage le plus bas de la sous-région avec un taux de 0,5 pour cent, soit une amélioration de 0,1 point de pourcentage par rapport au taux de 2022. En revanche, le Cabo Verde demeure le pays avec le taux de chômage le plus élevé, soit 12,1 pour cent, même s'il s'est amélioré de 0,3 point de pourcentage par rapport au taux de 2022 (graphique 12).

Graphique 12: Taux de chômage dans la CEDEAO (15 ans et plus)



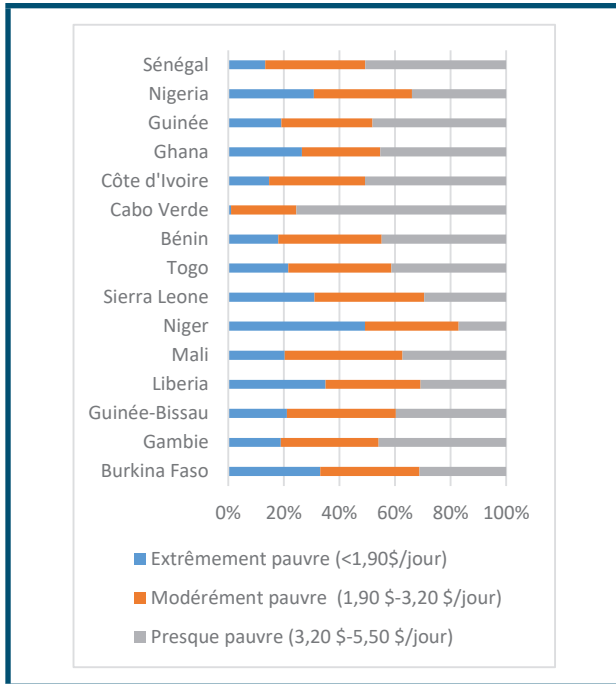
Source : Estimations modélisées de l'OIT (consultées le 20 avril 2024)

L'année 2023 a été marquée par une détérioration des statistiques relative à la pauvreté des travailleurs dans la sous-région, avec environ 148,7 millions de personnes classées comme travailleurs pauvres, soit une augmentation de 3,3 pour cent (soit 4,8 millions de personnes) par rapport à 2022. Neuf des 15 États membres ont enregistré une hausse dans la catégorie de l'extrême pauvreté, mettant en évidence les conditions économiques difficiles auxquelles ils ont été confrontés au cours de ces dernières années. Le Libéria a enregistré la plus nette amélioration en 2023, réduisant de près de

15 points de pourcentage le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (c'est-à-dire les personnes vivant avec moins de 1,90 USD par jour). La Sierra Leone a également amélioré son taux de personnes vivant dans l'extrême pauvreté d'environ 12 points de pourcentage. En revanche, les difficultés macroéconomiques du Ghana ont entraîné une détérioration des indices de pauvreté, le pourcentage de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté d'environ 18 points pour atteindre 26,5 pour cent, tandis que le taux de personnes vivant en situation de quasi-pauvreté a diminué de manière significative, soit environ 24 points de pourcentage en faveur des deux autres indicateurs. Le Cabo Verde est resté l'État membre ayant la plus faible proportion de travailleurs pauvres de la sous-région, clôturant l'année avec 1,01 pour cent de personnes vivant dans l'extrême pauvreté et 75 pour cent de la population active dans la catégorie des presque pauvres (c'est-à-dire des personnes vivant avec une somme entre 3,20 et 2,20 USD par jour).

Dans l'ensemble, le Niger a enregistré le taux de travailleurs pauvres le plus élevé de la sous-région, avec environ 49 pour cent de la population de travailleurs relevant de cette catégorie, supplantant le Libéria, qui occupait cette position en 2022 (graphique 13). Ce résultat était prévisible compte tenu de l'impact négatif des sanctions économiques et financières et du déficit d'approvisionnement en électricité auquel le pays a dû faire face en 2023.

Graphique 13: Répartition des travailleurs pauvres



Source : Estimations modélisées de l'OIT (consultées le 19 avril 2024)

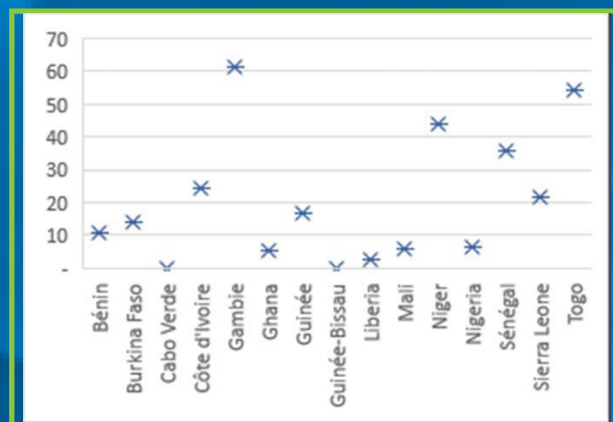
Encadré 2: Renforcer la résilience : remédier à la faiblesse du commerce intra-CEDEAO

La région de la CEDEAO est une zone de libre-échange (ZLE). Les ZLE sont censées promouvoir le commerce intrarégional en rendant les biens et services produits au sein d'une zone géographique moins chers que ceux produits en dehors de cette zone. Après des décennies de mise en place d'une zone de libre-échange, la région de la CEDEAO peine toujours à stimuler le commerce intrarégional, avec des échanges intra-CEDEAO inférieurs à 12 pour cent.

Cette situation constitue un défi majeur pour l'intégration économique et, plus encore, pour la pleine réalisation des avantages de l'unification monétaire, qui est restée un objectif de la Communauté depuis sa création. L'essence même de l'unification monétaire réside dans la réduction des coûts de transaction (Asenso, 2011), engendrés par la conversion monétaire nécessaire au commerce. Avec des échanges commerciaux de l'ordre de 12 pour cent, la possibilité de réaliser des gains significatifs grâce à l'utilisation d'une monnaie unique est assez faible, sauf en cas d'amélioration ex-post du commerce. Toutefois, l'expérience de l'UEMOA, qui est une union monétaire depuis plus de cinq décennies, montre que l'utilisation d'une monnaie unique à elle seule n'entraîne pas nécessairement une amélioration ex-post du commerce.

Les exportations au sein de la sous-région sont dominées par les réexportations, avec en tête la Gambie, dont les exportations vers la CEDEAO représentent 61,5 pour cent du total de ses exportations. Le Togo suit avec 54,3 pour cent du total de ses exportations vers les États membres de la CEDEAO (graphique 2.1). Le Mali représente à lui seul 44,7 pour cent de toutes les exportations de la Gambie, suivi du Sénégal (10,9 pour cent) et de la Guinée-Bissau (4,5 pour cent). Le Burkina Faso (12,5 pour cent) est la première destination des exportations du Togo dans la CEDEAO, suivi du Bénin (9,4 pour cent) et de la Côte d'Ivoire (8,4 pour cent). Onze États membres exportent moins de 30 pour cent de leurs marchandises vers d'autres États membres, à l'exception de la Gambie, du Niger, du Sénégal et du Togo.

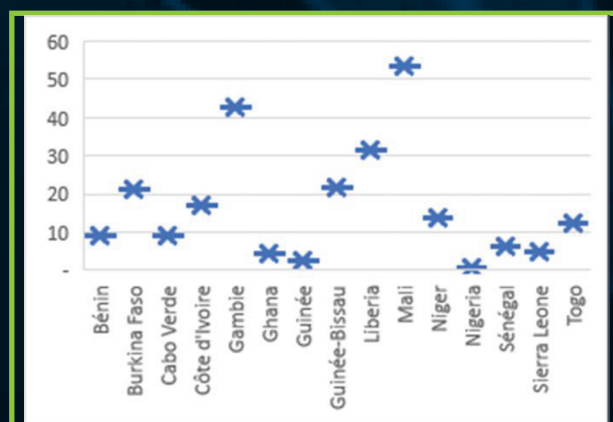
Graphique 2.1 Exportations des pays vers les autres États membres de la CEDEAO



Source : Calculs du personnel de la BIDC, à partir des données de Trade Map.

Le Mali, en revanche, affiche la plus grande part d'importations en provenance de la sous-région. Environ 53,5 pour cent de ses besoins en importations sont satisfaits par des échanges au sein de la sous-région. La Gambie suit avec 42,6 pour cent de ses produits importés depuis les États membres de la CEDEAO (graphique 2.2). Le Mali importe principalement du Sénégal (23,8 pour cent), de la Côte d'Ivoire (18,9 pour cent) et de la Guinée (3,1 pour cent). La Gambie importe également du Togo (25,4 pour cent), de la Côte d'Ivoire (12,4 pour cent) et du Sénégal (4,4 pour cent).

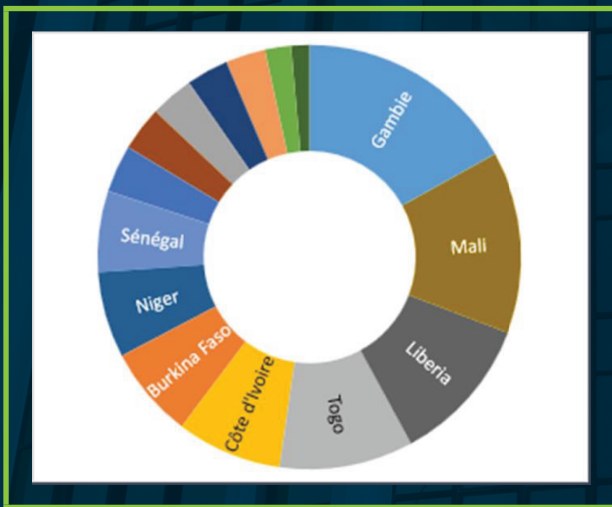
Graphique 2.2: Importations des pays en provenance des autres États membres de la CEDEAO



Source: Calculs du personnel de la BIDC, à partir des données de Trade Map.

Le commerce au sein de la sous-région était largement dominé par « les combustibles minéraux, les huiles minérales et les produits de leur distillation ; les substances bitumineuses ; les minéraux » et « sel ; soufre ; terres et pierres ; matériaux de plâtrage, chaux et ciment ». En 2022, les échanges de la Gambie avec les autres États membres de la CEDEAO représentaient environ 43,3 pour cent de son commerce total.

Graphique 2.3: Part des États membres dans le commerce entre intra-CEDEAO



Source: Calculs du personnel de la BIDC, à partir des données de Trade Map

Sept États membres ont enregistré un commerce total de moins de 10 pour cent avec la CEDEAO en 2022. Cinq d'entre eux appartiennent à la ZMAO+, soit le Nigeria (3,6 pour cent), le Ghana (5,1 pour cent), la Sierra Leone (7,7 pour cent), la Guinée (8,3 pour cent) et le Cabo Verde (8,4 pour cent), avec la Guinée-Bissau (8,7 pour cent) et le Bénin (9,3 pour cent) qui complètent cette liste (graphique 2.3). Cela souligne le défi que représente la faiblesse commerce intra-CEDEAO, compte tenu de la taille de certains États membres qui ont moins de 10 pour cent d'échanges avec des partenaires sous-régionaux.

Bien que les échanges au sein de la sous-région soient faibles, il existe des interdépendances pour certains biens et services essentiels qui seront

assez difficiles à remplacer, en particulier pour les pays enclavés dont les importations de carburants et d'huiles passent par les pays côtiers et pour les pays côtiers dont les besoins en légumes et en viande sont satisfaits par ces pays enclavés.

Il est possible de soutenir le commerce intrarégional par le biais du commerce des carburants et des engrais, étant donné l'essor des capacités de raffinage du pétrole brut et de production d'engrais dans la sous-région. Les pays peuvent renforcer leurs interdépendances en établissant des lignes de financement commercial solides pour les soutenir, au cas où les comptes ouverts ne seraient pas adéquats pour les fournisseurs.

Encadré 3: Un scénario pour la diversification des sources de riz et de stimulation de la production locale

Le riz est un aliment de base en Afrique de l'Ouest. Chaque année, la sous-région importe environ 4 milliards de dollars de riz pour répondre à ses besoins de consommation. Même si certains gouvernements ont pris des mesures visant à renforcer les capacités de production locale, un déficit d'approvisionnement important persiste, ce qui a nécessité une importante facture d'importation de riz. Cependant, les importations de riz ne peuvent être considérées comme une solution à long terme. Des phénomènes météorologiques extrêmes ont eu un impact négatif sur la production et l'approvisionnement en riz au cours de ces dernières années. Cette situation a poussé les principaux pays exportateurs de riz à prendre des mesures pour protéger leurs populations contre les pénuries d'approvisionnement et les prix élevés, tout en tirant le meilleur parti des hausses des prix observées au niveau mondial.

À titre exemple, dans le but de préserver l'eau et d'atténuer l'impact de la baisse prévue des précipitations, la Thaïlande, deuxième exportateur de riz, a récemment incité ses agriculteurs à limiter la culture du riz. Le jeudi 20 juillet 2023, l'Inde a annoncé l'interdiction de l'exportation du riz blanc non-basmati et du riz étuvé afin de freiner la hausse des prix intérieurs en garantissant un approvisionnement adéquat. Cette décision a d'abord inquiété les marchés, car l'Inde représente environ 40 pour cent des exportations mondiales de riz. L'indice FAO des prix de tous les types de riz a augmenté de 2,8 pour cent en glissement mensuel et de près de 20 pour cent en glissement annuel en juillet 2023 atteignant son plus haut niveau en près de 12 ans, en raison de la demande soutenue pour le riz et des restrictions à l'exportation en Inde. Cette tendance a contribué à l'augmentation de l'indice FAO des prix des produits alimentaires à un niveau record depuis deux ans, l'indice se situant à 141,1 à la fin de l'année 2023, soit une croissance d'environ 19 pour cent en glissement annuel.

Même si le prix du riz a eu tendance à baisser au cours du premier trimestre 2024, il reste élevé, avec l'indice FAO des prix de tous les types de riz étant environ 14 pour cent plus élevé en mars 2024 qu'en mars 2023.

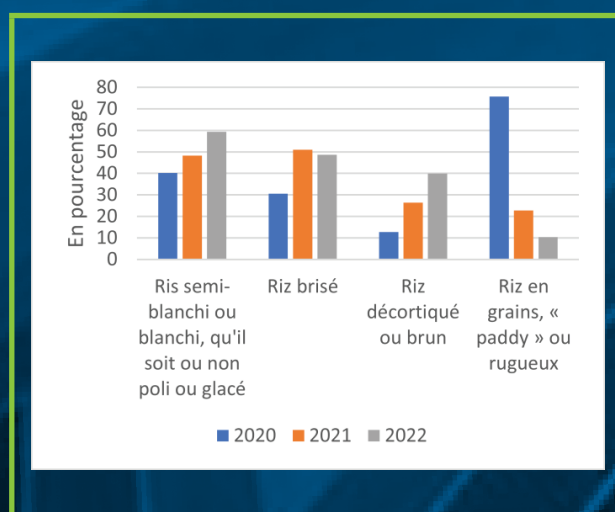
Les restrictions à l'exportation en Inde ont conduit les Émirats arabes unis, qui sont un important ré-exportateur de riz indien, à prendre des mesures pour réduire les approvisionnements vers d'autres pays.

Par la suite, les exportateurs thaïlandais et vietnamiens

(troisième plus grand exportateur de riz) ont cherché à tirer profit des prix élevés en faisant pression pour renégocier les prix des contrats de vente d'environ un demi-million de tonnes pour les expéditions du mois d'août.

Cette situation a eu des implications pour la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. En 2022, la sous-région s'est approvisionnée en Inde pour environ 59 pour cent de son riz semi-blanchi ou blanchi et 49 pour cent de son riz brisé (graphique 3.1).

Graphique 3.1: Participation de l'Inde dans les importations de riz de la CEDEAO



Source: Elaboré par le personnel de la BIDC, sur la base des données du Centre du commerce international (Trade Map)

Le Togo, par exemple, a comblé ses besoins en riz en 2022 en important de l'Inde environ 98 pour cent de son riz décortiqué ou brun et 86 pour cent de son riz brisé. En outre, le Sénégal s'est approvisionné en Inde pour 62 pour cent de ses importations de riz brisé en 2022. Cette même année, la Côte d'Ivoire s'est également approvisionnée en Inde pour 50 pour cent de ses besoins en riz semi-blanchi ou blanchi, qu'il soit poli ou non, glacé ou non.

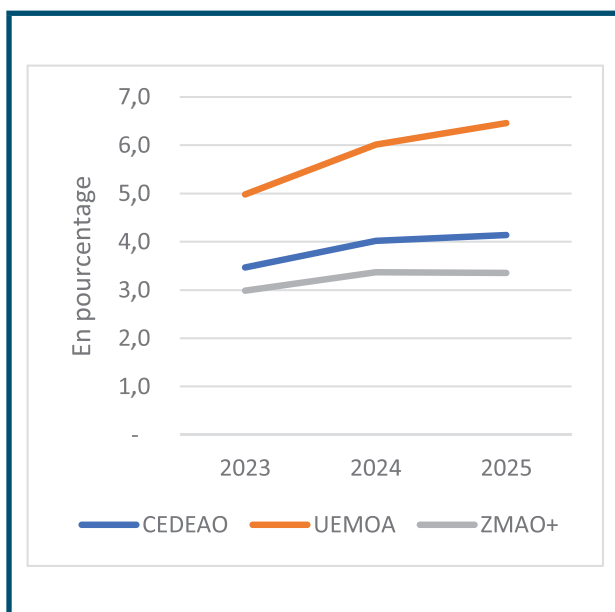
L'exposition de la sous-région aux importations de riz, qui la met à la merci de l'approvisionnement des marchés, constitue un risque important pour la sécurité alimentaire. Il est impératif que la sous-région diversifie ses sources d'approvisionnement en riz à court terme tout en s'efforçant de stimuler la production locale à moyen et long terme afin de préserver la sécurité alimentaire.

Une lente reprise

L'activité économique de la sous-région devrait rebondir, bien que faiblement, après une baisse de la croissance en 2023. La croissance de la sous-région devrait s'établir à 4,0 pour cent en 2024 et augmenter légèrement pour atteindre 4,1 pour cent en 2025. Cette progression devrait être impulsée par une croissance relativement forte dans l'UEMOA et une croissance modeste dans la ZMAO+, soutenues par une politique monétaire accommodante qui devrait offrir des conditions favorables à mesure que les prix diminuent. L'UEMOA devrait enregistrer une croissance de 6,0 pour cent en 2024, puis de 6,5 pour cent en 2025. Ces prévisions seront soutenues par des perspectives de croissance optimistes au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Bénin.

Dans la ZMAO+, la croissance de l'activité économique devrait s'établir à 3,4 pour cent en 2024 et rester stable en 2025 (graphique 14). Cette faible croissance, par rapport à l'UEMOA, est principalement due à la lenteur de la reprise au Ghana et à la croissance inférieure à 4,0 pour cent au Nigéria (annexe 1).

Graphique 14: Croissance du PIB de la CEDEAO

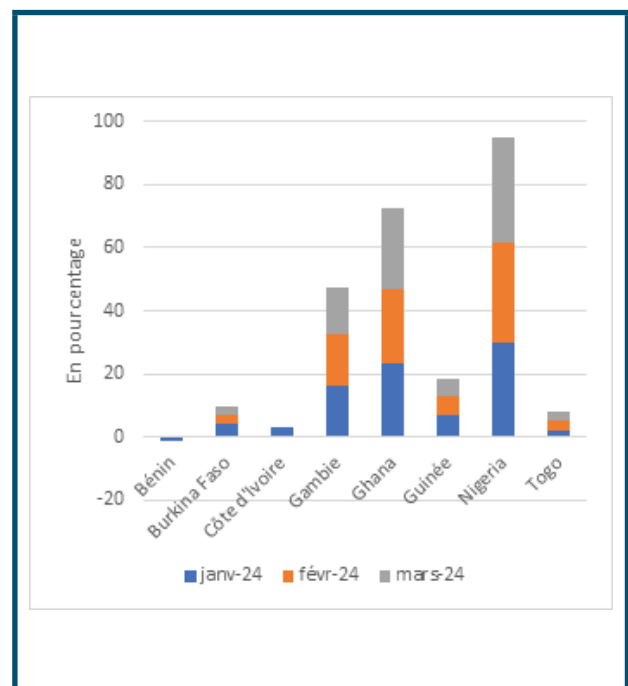


Source: Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

Baisse de l'inflation au niveau national, mais perspectives inquiétantes pour les prix de l'énergie

Dans la plupart des États membres, l'inflation a continué de baisser après avoir atteint un pic en 2022, les pressions inflationnistes s'étant dissipées en raison de la baisse des prix de l'énergie, à la diminution des prix des denrées alimentaires et à la baisse des taux d'intérêt. Toutefois, pour d'autres, le dernier trimestre de 2023 a été marqué par quelques augmentations discontinues du niveau général des prix, malgré une tendance générale à la baisse tout au long de l'année. Les données sur l'inflation pour le premier trimestre 2024 indiquent une baisse générale des prix, la plupart des États membres enregistrant au moins deux mois consécutifs de diminution des prix, à l'exception du Nigeria, qui a connu une augmentation constante des prix causée principalement par la dépréciation du naira et des prix des produits alimentaires toujours élevés (graphique 15).

Graphique 15: Inflation au premier trimestre 2024



Source: Données par pays

L'inflation moyenne dans la CEDEAO devrait baisser légèrement pour atteindre 20,0 pour cent en 2024 avant de diminuer nettement pour s'établir à 16,4 pour cent en 2025. L'inflation dans l'UEMOA devrait se rapprocher du niveau de convergence de la politique budgétaire, fixé à 3 pour cent. L'inflation moyenne devrait baisser à 3,1 pour cent en 2024 et à 2,5 pour cent en 2025, grâce à une monnaie stable et à une baisse attendue des prix des produits alimentaires. Pour la ZMAO+, l'inflation devrait également s'améliorer pour se situer à 25,6 pour cent en 2024, avant de redescendre à 21,2 pour cent en 2025 (annexe 1). Cette inflation moyenne masque une turbulence causée par les pressions sur les taux de change au cours du premier semestre 2024, en particulier au Nigéria, au Ghana et en Sierra Leone (encadré 1). Alors que l'inflation moyenne devrait diminuer dans ces deux derniers États membres, elle devrait augmenter au Nigeria en raison des pressions imminentes sur les taux de change et de l'impact continu de la suppression partielle des subventions sur les prix des carburants.

Assainissement budgétaire

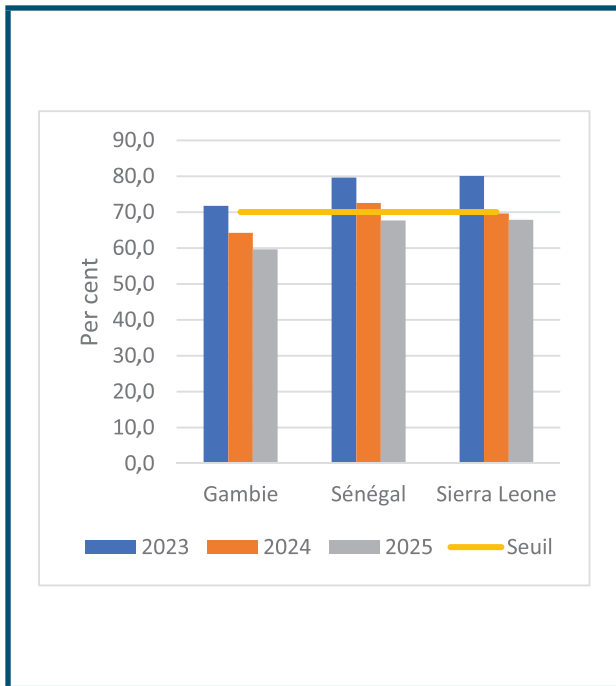
Le déficit budgétaire devrait se stabiliser à 4,5 pour cent du PIB en 2024, comme en 2023, avant de diminuer et atteindre 3,9 pour cent du PIB en 2025 (annexe 2). Cette évolution s'explique par une amélioration modérée dans la ZMAO+ et une amélioration relativement satisfaisante dans l'UEMOA. Les soldes budgétaires du Ghana et du Nigeria devraient se détériorer, entraînant une dégradation du déficit budgétaire dans la ZMAO+. Pour le Nigeria, la dévaluation de la monnaie s'accompagnera d'une augmentation des coûts des opérations du gouvernement central, tandis que les dépenses liées aux élections devraient faire grimper le ratio au Ghana. Le déficit budgétaire de la ZMAO+ devrait s'établir à 4,6 pour cent du PIB à la fin de 2024, avant de se réduire davantage à 4,1 pour cent du PIB en 2025. En revanche, l'UEMOA devrait enregistrer une diminution constante de son solde budgétaire, avec des améliorations d'un point de pourcentage par an, soit en 2024 (-4,3 %

du PIB) et en 2025 (-3,3 % du PIB), soutenues par une réduction d'environ un point de pourcentage ou plus dans la plupart des États membres de la zone.

Diminution des ratios d'endettement, mais persistance de l'insoutenable

Le ratio dette/PIB devrait diminuer de manière constante dans la CEDEAO en 2024 et 2025 pour atteindre respectivement 53,1 pour cent et 52,4 pour cent (annexe 2). Cette évolution s'inscrit dans le sillage de tendances similaires dans la ZMAO+ et l'UEMOA, soutenues par les baisses prévues du ratio au Cabo Verde, en Gambie, au Ghana et en Sierra Leone dans la ZMAO+, ainsi qu'au Bénin, en Guinée-Bissau et au Sénégal dans l'UEMOA. Le ratio dette/PIB devrait terminer l'année 2024 à 59,8 pour cent dans l'UEMOA, et continuer à baisser pour atteindre 58,5 pour cent en 2025. Dans la ZMAO+, il devrait diminuer légèrement pour atteindre 51,1 pour cent en 2024 et 50,7 pour cent en 2025.

Il est intéressant de noter que, tous les autres facteurs étant constants, trois États membres verront leur ratio passer sous le seuil de convergence de 70 pour cent du PIB au cours de la période des prévisions. La Gambie et la Sierra Leone devraient y parvenir en 2024, tandis que le Sénégal devrait atteindre ce seuil en 2025 (graphique 16). Trois pays - le Cabo Verde (108 %), le Ghana (80,9 %) et la Guinée-Bissau (74 %) - resteront donc au-dessus du seuil de 70 pour cent à la fin de 2025.

Graphique 16: Prédiction du ratio dette/PIB

Source: Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

Réduction soutenue du déficit du compte courant

La détérioration prévue de certaines monnaies locales dans la ZMAO devrait peser lourdement sur la facture des importations, contribuant à améliorer la balance commerciale dans de nombreux États membres. En outre, la mise en service de la raffinerie Dangote est très prometteuse pour le Nigeria et la sous-région. En 2024, le Nigeria ressentira la quasi-totalité de l'impact positif de l'usine de raffinerie dont la pleine capacité de production n'est pas encore atteinte. Cependant la montée en puissance de l'usine de raffinerie prévue en 2025 profitera à l'ensemble de la sous-région, en réduisant le coût du carburant à la pompe, particulièrement les coûts de transport dans l'ensemble de la sous-région. Après avoir mis en service son oléoduc de près de 2 000 km vers le Bénin, le Niger a commencé à exporter du pétrole brut, ce qui l'a aidé à améliorer sa balance commerciale et à atténuer les pressions sur le compte courant. Tout comme en 2022 et 2023, le Nigeria est le seul État membre qui devrait enregistrer un excédent du compte courant,

la plupart des autres États membres devrait expérimenter une réduction du déficit.

Dans l'UEMOA, le solde du compte courant devrait s'améliorer pour atteindre -6,1 pour cent du PIB en 2024, puis -4,3 pour cent du PIB en 2025. La ZMAO+ devrait connaître une stagnation de son compte courant, qui devrait s'établir à -0,7 pour cent du PIB en 2024 et 2025. Le compte courant de la CEDEAO devrait enregistrer une amélioration consécutive atteignant -2,0 pour cent du PIB en 2024 et -1,5 pour cent du PIB en 2025 (annexe 3).

+11,000.00

POTENTIEL REBOND POSITIF

Des vents favorables pourraient permettre aux États membres de dépasser les prévisions, comme indiqué ci-dessous.

Recettes exceptionnelles tirées des matières premières

Les prix des matières premières ont généralement connu une hausse entre février et avril 2024, soutenus par les retombées des tensions au Moyen-Orient et les inquiétudes concernant l'offre de certaines matières premières. Le prix du pétrole brut a connu une hausse, tout comme ceux du cacao, des métaux précieux et des métaux de base. Le prix du cacao a atteint 11 878 USD la tonne le 19 avril, un record absolu, en raison des inquiétudes concernant l'offre à la suite d'une mauvaise récolte en Côte d'Ivoire et au Ghana, qui contrôlent environ 60 pour cent du marché mondial de l'exportation. Le prix de l'or a également atteint la somme record de 2 391,93 USD le 19 avril.

Ces hausses de prix des matières premières se traduiront par des recettes exceptionnelles pour de nombreux États membres qui les exportent. Toutefois, il est important de noter que certains d'entre eux ont déjà vendu leurs matières premières à terme en 2023 et ne pourront donc pas bénéficier pleinement de ces prix élevés. Les prix étant encore élevés, ils ont la possibilité de les intégrer dans les prix à terme de 2025. En effet, les pays qui peuvent tirer parti des prix élevés en 2024 auront la possibilité d'infléchir cet avantage sur la croissance de l'activité économique, sur l'amélioration du solde budgétaire, du compte courant et sur les niveaux d'endettement. L'amélioration de l'approvisionnement en devises étrangères permettra également de réduire la pression sur les monnaies locales, ce qui devrait contribuer à contenir les pressions inflationnistes.

Stabilisation des taux, possibilité de baisse

Avec la baisse de l'inflation dans la plupart des économies, nous avons observé la stabilisation

des taux en Europe et aux États-Unis, par exemple, avec des possibilités de baisse des taux en 2024. Cela pourrait contribuer à atténuer les difficultés de financement que l'architecture financière mondiale a connu ces deux dernières années, en rendant le coût du crédit plus abordable pour les pays qui sont déjà endettés et qui consacrent des montants importants de leurs revenus au service de leurs dettes. Certaines banques centrales locales ont réduit leurs taux directeurs en fonction de la baisse de l'inflation. Cette politique monétaire accommodante favorisera l'expansion de l'activité économique tout en réduisant les charges du service de la dette à court et moyen terme.

RISQUES DE DÉGRADATION

Les perspectives pour 2024, sont meilleures que celles de 2023 pour plusieurs États membres. Toutefois, pour certains d'entre eux, la croissance devrait ralentir, compte tenu de l'effet de base de leurs taux de croissance de 2023. Cependant, des risques importants pèsent sur la croissance du PIB, tant au niveau national qu'au niveau mondial, en raison des incertitudes persistantes, tant internes qu'externes, particulièrement sur le plan géopolitique.

Escalade du conflit au Moyen-Orient

La poursuite de la guerre entre Israël et le Hamas à Gaza, à laquelle se sont joints les Houthis du Yémen et le Hezbollah du Liban, continue d'influencer négativement l'économie mondiale. Le risque d'escalade de cette guerre en une guerre régionale persiste, étant donné la fluidité des événements et le blocage des pourparlers de cessez-le-feu entre les parties. Le groupe Houthi a intensifié les attaques de navires commerciaux en mer Rouge en réponse à ce qu'il considère comme le soutien injustifié de l'Occident à Israël dans sa guerre contre le Hamas. La mer Rouge étant une voie navigable vitale pour le commerce international, ces attaques incessantes ont limité l'approvisionnement en marchandises de l'Asie et de certaines parties de l'Europe. Cette restriction des transports, qui devrait durer aussi longtemps que la guerre, peut entraîner une flambée des prix au fil du temps.

Le risque d'escalade s'est encore accru lorsqu'en avril 2024, Israël a attaqué le consulat iranien à Damas, en Syrie, entraînant des frappes de représailles de l'Iran, bien que largement interceptées, sur le territoire israélien. Israël a également lancé quelques projectiles sur l'Iran (causant moins de dégâts) suscitant une désapprobation à l'échelle mondiale, ce qui a encore accru la tension au Moyen-Orient.

Les prix du pétrole brut ont augmenté au cours des quatre premiers mois de l'année en raison des inquiétudes persistantes concernant l'offre. Ces inquiétudes découlent des tensions au Moyen-

Orient et des attaques de l'Ukraine contre certaines raffineries de pétrole russes. Cela montre à quel point une escalade de la guerre à Gaza affectera le prix du pétrole brut et les perspectives de croissance des économies en Afrique de l'Ouest. Si les prix du pétrole brut franchissent momentanément la barre des 90 USD le baril et reviennent à environ 80 USD, les coûts de production risquent d'engendrer à nouveau des pressions inflationnistes.

Insuffisance de l'approvisionnement en électricité

L'année a commencé par des rationnements d'énergie électrique incessants dans de nombreux États membres, le Ghana, la Guinée, le Nigeria, le Mali, le Niger et le Togo, entre autres, ayant connu des problèmes d'approvisionnement en électricité au cours du premier trimestre 2024. La décision du Nigeria d'interrompre l'approvisionnement en électricité au Niger, en solidarité avec la décision de la CEDEAO d'imposer des sanctions économiques et financières au pays à la suite de la prise du pouvoir par les militaires, a considérablement entravé la croissance de l'activité économique pendant les sept mois de coupure d'électricité. Même si les sanctions ont été levées, les difficultés d'approvisionnement du Nigeria ne laissent pas présager un approvisionnement stable pour le Niger ou tout autre client international. Dans le but d'accroître l'approvisionnement en électricité au niveau national, l'autorité de régulation de l'électricité du Nigeria, a imposé un plafond aux exportations vers le Niger, le Bénin et le Togo pour une période initiale de six mois. Le plafond d'exportation est fixé à 6 pour cent de la production d'électricité.

Les défis du secteur de l'énergie sont multiples. Dans ces pays, le secteur est lourdement endetté, en raison d'années de réticence politique à imposer aux citoyens des tarifs reflétant les prix d'achat et de l'incapacité des gouvernements à compenser le déficit tarifaire par la collecte de recettes. Cette situation a entraîné des pertes importantes non recouvrées, qui se sont accumulées en

dettes croissantes. En outre, l'inefficacité dans la transmission et la distribution a entraîné des pertes, exacerbant ainsi l'endettement du secteur.

Compte tenu de l'effet multiplicateur de l'électricité sur la croissance de l'activité économique, la persistance des coupures de courant ne fera qu'entraver les efforts visant à stimuler la croissance économique.

Pressions sur les taux de change

Les pressions sur les taux de change restent un point sensible pour plusieurs pays de la sous-région, en particulier dans la ZMAO. En 2023, le Ghana, le Nigeria et la Sierra Leone, ont subi de fortes pressions sur les taux de change (encadré 1), entraînant des pressions inflationnistes et un alourdissement du poids de la dette libellée en devises fortes. Ces pressions persistent en 2024 et pourraient compromettre les performances économiques.

Entre le 22 mars 2023 et le 22 mars 2024, le naira s'est déprécié de 68,4 pour cent en glissement annuel, mettant en lumière les vulnérabilités macroéconomiques auxquelles l'économie est exposée. Bien que le naira se soit apprécié de 7,9 pour cent entre le 22 mars 2024 et le 29 avril 2024, les facteurs sous-jacents de dépréciation demeurent. Avec la baisse générale de la production de pétrole brut, le Nigeria est confronté à une menace importante pour ses réserves de change à moyen et long terme et, par extension, à une menace pour la stabilité du taux de change. Il est impératif de prendre des mesures décisives pour combler le déficit résultant de la baisse des exportations de pétrole brut à moyen terme.

La détérioration continue du naira limitera l'activité économique, car la valeur ajoutée dans divers secteurs diminuera avec l'augmentation des coûts.

Hausse du prix du pétrole brut

L'OPEP+ a annoncé la prolongation des réductions volontaires de la production de pétrole brut en mars

2024 jusqu'au deuxième trimestre, mettant fin aux espoirs des producteurs de lever les restrictions de production dans un avenir proche. Malgré le coût du baril dépassant les 80 USD, l'espoir d'une levée des réductions de production a été contrarié par une baisse de la demande de pétrole, entraînant une pression à la baisse sur les prix. L'impact des réductions d'environ deux millions de barils par jour commencera à se faire sentir lorsque la demande augmentera. Les tensions au Moyen-Orient et les perturbations dans les raffineries russes à la suite des attaques ukrainiennes ont également exacerbé la situation. Cette situation aura un impact négatif sur les économies en Afrique de l'Ouest, se traduisant par une inflation accrue, un creusement du déficit budgétaire et une dépréciation monétaire.

Menace d'insécurité

L'histoire de la sous-région est marquée par l'insécurité et les récents événements politiques accentuent ce fait. La violence dans la région du Sahel a été aggravée par le manque apparent de coordination dans la sous-région, ce qui a permis aux auteurs de violences de s'emparer de vastes étendues de terre. Les activités agricoles ont été affectées par ces problèmes de sécurité, notamment le manque de semences et d'intrants, le pillage des produits agricoles par des groupes militants et l'absence quasi-totale de marchés dans les zones touchées. Cette situation devrait nuire à la croissance de l'activité économique dans les régions où l'insécurité règne, en particulier dans la région du Sahel et dans le nord du Nigeria.

Événements climatiques défavorables

L'agriculture dans la sous-région est essentiellement pluviale. Une météo favorable est synonyme de bonnes récoltes, mais l'inverse conduit à des résultats opposés. Compte tenu de l'altération évidente des saisons résultant du changement climatique, il est difficile de prédire avec précision les saisons. L'apparition de sécheresses, d'inondations soudaines et de pluies agressives décimera les exploitations agricoles et les revenus.

RENFORCER LA RÉSILIENCE

Ces quatre dernières années ont été marquées par une série de chocs qui ont secoué l'architecture socio-économique mondiale. La nature multisectorielle, l'ampleur et la durée de ces chocs ont fait qu'aucun pays n'a été épargné par ces bouleversements, bien que certains aient été moins touchés que d'autres. De la pandémie de COVID-19 à la guerre de Gaza en passant par la guerre russo-ukrainienne, l'économie mondiale n'a pas connu de répit depuis 2020.

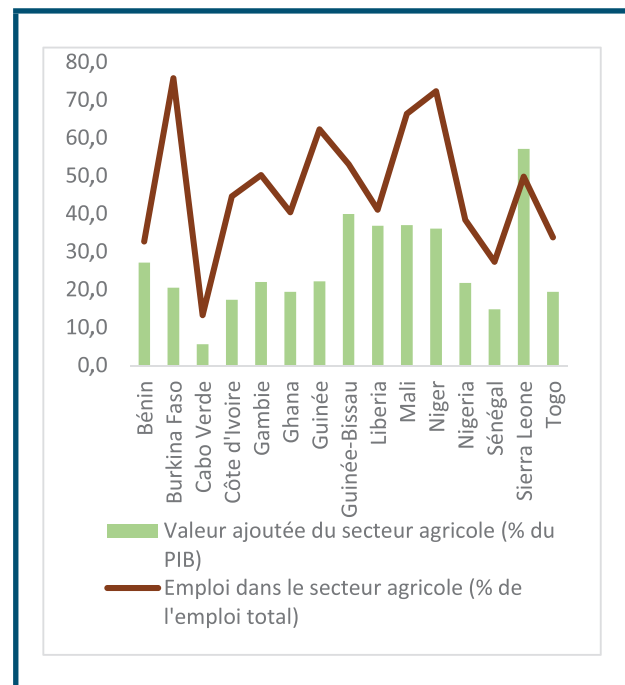
En Afrique de l'Ouest, l'insécurité, l'instabilité politique et les caprices de la météo, sur fond de changement climatique, ont mis à mal le bien-être socio-économique des populations. Les quatre dernières années nous ont appris que le renforcement de la résilience dans la gestion socio-économique n'est pas négociable. Il est important de construire des boucliers solides pour faire face aux événements attendus et inattendus.

Renforcer la résilience agricole pour la sécurité alimentaire

Des données de plus en plus nombreuses établissent un lien entre les risques liés au climat et la persistance de la pauvreté rurale (Hansen et al., 2019). Les chocs climatiques sont également considérés comme une cause de violence politique et du terrorisme (Salehyan & Hendrix, 2014). En Afrique subsaharienne, l'exposition fréquente des agriculteurs aux chocs climatiques est l'une des principales causes de la faible productivité agricole (Gichangi & Gatheru, 2018 ; Abraham & Fonta, 2018), de la faiblesse de la croissance économique et de la persistance de la pauvreté (Birthal & Hazrana, 2019 ; Carter et al., 2014). La sous-région est confrontée à un régime pluviométrique incertain et à une croissance démographique explosive, ce qui pourrait exacerber l'insécurité alimentaire. L'effet combiné de l'insuffisance des précipitations, de la température de la surface terrestre et du rayonnement solaire explique environ 40 pour cent de la variation de la productivité des terres cultivées en Afrique de l'Ouest (Mechiche-Alami & Abdi, 2020).

Le secteur agricole emploie en moyenne plus de 50 pour cent de la population active dans sept États membres de la CEDEAO : Burkina Faso (76 %), Niger (72 %), Mali (66 %), Guinée (62 %), Guinée-Bissau (53 %), Gambie (50 %) et Sierra Leone (50 %). Cependant, la contribution du secteur agricole au PIB des États membres de la CEDEAO n'est pas proportionnelle à sa contribution à l'employabilité (graphique 17). La Sierra Leone est le pays avec la plus grande contribution de l'agriculture au PIB, avec une moyenne de 57 pour cent sur les 10 dernières années

Graphique 17: Proportion du secteur agricole dans l'emploi et le PIB



Source : Personnel de la BIDD à partir des indicateurs du développement dans le monde

Pour faire face aux défis liés aux changements climatiques, la résilience des systèmes agricoles doit être renforcée. Cette résilience garantit le fonctionnement du système en cas de chocs grâce à sa robustesse et à ses capacités d'adaptation et de transformation (Meuwissen et al., 2019). Plus spécifiquement, la stratégie de résilience dépendra en fin de compte de l'ampleur du choc subi par le système agricole (Meuwissen et al., 2019). Les agriculteurs ont recours au réajustement des

intrants pour atténuer à court terme les effets des chaleurs extrêmes sur la production. D'autres misent sur la diversification des cultures comme stratégie d'adaptation (encadré 3). Selon Birthal & Hazrana (2019), la diversification des cultures comme stratégie d'adaptation présente plus d'avantages. De ce fait, dans certaines circonstances, les systèmes de production diversifiés stabilisent la production et les revenus agricoles et réduisent les impacts négatifs des risques liés au climat (Hansen et al., 2019). Dans le même sens, Makate et al. (2019) soulignent que l'adoption simultanée de l'agriculture de conservation et l'utilisation de variétés de légumineuses et de maïs résistantes à la sécheresse influencent positivement la productivité et les revenus des agriculteurs, bien plus que l'une ou l'autre de ces méthodes utilisées isolément.

Pour Hansen et al. (2019), les interventions institutionnelles telles que l'assurance indicielle sont complémentaires dans la gestion des chocs climatiques. Stoeffler et al. (2016) constatent que cette assurance a eu un impact substantiel sur plusieurs activités et actifs, tels que les investissements dans les exploitations, la production de sésame et l'élevage. Un autre régime d'assurance récolte basé sur l'indice météorologique a été introduit comme un moyen innovant pour atténuer les risques de perte, en particulier pour les petits exploitants agricoles au Kenya (Wairimu et al., 2016). Cette expérience montre que le niveau d'éducation du chef de ménage influence positivement l'adoption de cette assurance, tandis que l'expérience agricole et l'âge du chef de ménage influencent négativement cette adoption. Selon Isaboke et al. (2016), l'incidence qu'a l'adoption d'une assurance indicielle sur les conditions météorologiques entraîne un impact positif sur la sécurité alimentaire des petits exploitants.

Pour Burnham et Ma (2017), les stratégies d'autoadaptation adoptées par les petits exploitants agricoles sont influencées par le capital humain, l'information, la technologie, les ressources matérielles, l'infrastructure, les actifs financiers

et les institutions.

Les interventions en faveur de l'agriculture, telles que le Fonds régional pour l'agriculture et l'alimentation (FRAA) et l'Initiative ouest-africaine pour une agriculture intelligente face au climat (WAICSA), sont essentielles pour renforcer la résilience face aux défis auxquels le secteur agricole est confronté (encadré 4). Il est impératif que les parties prenantes consacrent beaucoup d'efforts et de ressources pour assurer une pleine réussite à ces initiatives.

Encadré 4: Le Fonds régional pour l'agriculture et l'alimentation (FRAA), un outil essentiel à la résilience du secteur agricole face aux chocs climatiques

Créé en 2011 lors de la soixante-sixième (66e) session du Conseil des ministres de la CEDEAO, le FRAA est un fonds domicilié à la BIDC. Le cadre de gestion du Fonds est régi par un accord conclu entre la Commission de la CEDEAO et la BIDC en 2019. Le Fonds devrait être opérationnel en 2024, sa mission première est de financer le programme d'investissement régional de la politique agricole de la CEDEAO. Le fonds poursuit deux objectifs à savoir :

- canaliser à terme l'essentiel des ressources internes et externes mobilisées pour le financement des dimensions régionales de la politique agricole de la CEDEAO ; et
- être complémentaire aux mécanismes nationaux de financement mis en place par les États membres de la CEDEAO pour assurer le financement des Programmes Nationaux d'Investissement Agricole, de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (PNIASAN).

Le FRAA est articulé autour de cinq guichets de fonctionnement dont un est spécialement dédié à l'initiative Ouest-Africaine pour une Agriculture Intelligente face au Climat.

Le fonds est conçu autour de quatre axes opérationnels à savoir : l'amélioration du climat des affaires agricole dans l'espace CEDEAO, l'agrégation et la transformation des produits agricoles, l'intervention d'urgence et la réponse aux changements climatiques.

Dans le cadre de son quatrième axe opérationnel, le Fonds entend relever les défis du changement climatique, principalement à travers l'Initiative ouest-africaine pour une agriculture intelligente face au climat (WAICSA). En outre, le Fonds soutiendra d'autres initiatives visant à lutter contre le changement climatique dans le secteur agricole.

L'initiative WAICSA est une facilité de financement mixte conçue pour renforcer l'adoption de pratiques agricoles intelligentes face au climat parmi les groupements de petits exploitants agricoles et les entreprises agroalimentaires. Elle propose deux modes d'intervention : des facilités de financement et des facilités d'assistance technique.

• Facilité de financement

Ce segment représente 80 pour cent des ressources de l'initiative WAICSA et repose sur des produits financiers tels que :

- les prêts ;
- les garanties ; et
- des prises de participation.

• Facilité d'assistance technique

Ce segment comprend exclusivement une subvention basée sur la performance. Cette subvention est destinée aux :

- groupements de petits exploitants agricoles pour renforcer les capacités de leurs membres en matière de pratiques agricoles intelligentes face au climat ;
- banques et aux institutions de microfinance pour renforcer leur capacité à intégrer des facilités d'assistance technique dans leurs procédures de prêt aux petits exploitants agricoles ; et
- institutions de recherche contribuant à la définition de pratiques agricoles intelligentes face au climat et adaptées au contexte de l'Afrique de l'Ouest.

À la lumière des priorités opérationnelles susmentionnées, l'opérationnalisation du FRAA sera opportune. Tout d'abord, elle apportera les éléments nécessaires à la restructuration du système agricole d'un point de vue technique et financier. Deuxièmement, elle proposera des solutions de financement pour faire face au changement climatique, en permettant aux acteurs du secteur agricole d'adopter des pratiques agricoles intelligentes face au climat.

L'industrialisation au service de la résilience dans le secteur de l'agriculture et des services

La plupart des économies occidentales (en particulier en Europe) sont passées d'une économie agraire à une économie industrielle avant que le secteur des services ne devienne la principale composante du PIB (Mensah et al., 2016). En Asie, la transformation a également été soutenue par un secteur manufacturier en plein essor (Mensah et al., 2016). En Afrique, la situation est différente : le déclin de l'agriculture ne s'est pas traduit par une industrialisation, mais le secteur des services a pris le pas sur les secteurs de l'agriculture et de l'industrie (graphique 18). Il convient de noter que les pays dont la part du secteur industriel dans le PIB est relativement élevée ne sont pas nécessairement très actifs dans le secteur manufacturier. La part du secteur industriel dans le PIB de ces pays a été soutenue par un important sous-secteur des ressources naturelles, dont l'extraction est considérée comme une activité industrielle.

Graphique 18 : Répartition sectorielle du PIB de la CEDEAO



Source : personnel de la BIDC à partir de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde

En outre, il convient de noter que le secteur des services en Afrique de l'Ouest repose davantage sur les exportations de matières premières, des produits partiellement transformés et des réexportations (encadré 2). Cela rend le secteur vulnérable aux chocs extérieurs, en particulier ceux qui affectent les secteurs tributaires des exportations de produits de base d'Afrique de l'Ouest. De plus, les ajustements politiques visant à limiter les exportations des États membres vers les pays importateurs rendent les économies de l'Afrique de l'Ouest vulnérables. Par conséquent, il faut élaborer des stratégies permettant de renforcer la résilience du secteur face aux chocs.

La création d'un système qui alimente l'industrie en produits agricoles et/ou transforme les matières premières en produits finis ou semi-finis contribuera à stimuler la production agricole, à préserver les revenus des agriculteurs et à placer les pays à l'extrémité supérieure de la chaîne de valeur. Ainsi, la production agricole sera moins affectée par des pertes post-récolte tout en garantissant que le secteur des services résiste à la courte durée de conservation des produits de base exportés et soit en mesure de dicter les prix aux marchés de destination. Le secteur des services sera ainsi moins vulnérable aux chocs extérieurs.

Cette approche favorisera la création d'une base industrielle solide, qui garantira que le secteur industriel ne continue à régresser comme ce fut le cas au fil des ans, tout en créant des emplois et en alimentant les caisses de l'État par les recettes fiscales. L'augmentation de la valeur des exportations contribuera également à accroître les réserves des pays et à apporter une plus grande stabilité aux monnaies locales.

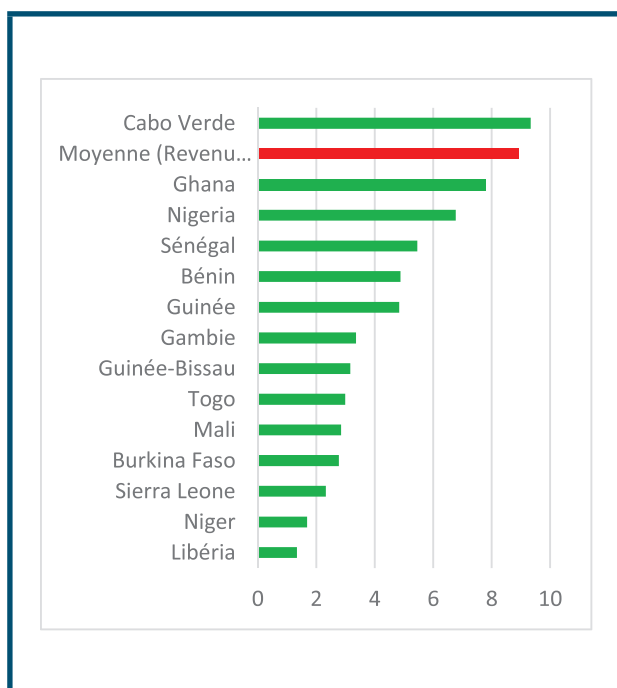
Renforcer la résilience à travers le développement du capital humain

La sous-région est aux prises avec une faible productivité de la main-d'œuvre, la plupart des États membres se situant en dessous de la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche

inférieure (graphique 19). Le développement du capital humain est essentiel pour augmenter la production individuelle. Il est important de noter que le niveau d'éducation des agriculteurs influence positivement leur volonté de souscrire à des assurances climatiques. Le développement du capital humain est également essentiel pour les secteurs de l'industrie et des services.

liens efficaces avec les secteurs de l'industrie et des services. Cela permettra d'augmenter les contributions sectorielles au PIB et de créer des emplois durables.

Graphique 19 : PIB par heure de travail (PIB en dollars internationaux constants de 2017 à parité de pouvoir d'achat)



Source : Estimations modélisées de l'OIT, Nov. 2023

L'acquisition de compétences dans tous les domaines d'activité économique est la base de la création de richesses et du développement durable. Étant donné que les services peuvent être fournis dans tous les domaines d'activité, la formation devrait se concentrer sur les différents types de services qui peuvent relier chaque domaine d'activité. Un accent particulier doit être mis sur les services basés sur l'agro-industrie et la transformation des matières premières au niveau local. Les agriculteurs doivent également être formés pour tirer le meilleur parti des ressources disponibles afin de faciliter l'établissement de

RÉFÉRENCES

- Abraham, T. W., & Fonta, W. M. (2018). Climate change and financing adaptation by farmers in northern Nigeria. *Financial Innovation*, 4(1), 11.
- Asenso, J. K. (2011). An Interim Arrangement towards Monetary Unification in the West African Monetary Zone. *Margin: The Journal of Applied Economic Research*, 5(4), 451-475.
- Birthal, P. S., & Hazrana, J. (2019). Crop diversification and resilience of agriculture to climatic shocks: Evidence from India. *Agricultural Systems*, 173, 345-354.
- Burnham, M., & Ma, Z. (2017). Climate change adaptation: factors influencing Chinese smallholder farmers' perceived self-efficacy and adaptation intent. *Regional environmental change*, 17(1), 171-186.
- Carter, M., De Janvry, A., Sadoulet, E., Sarris, A. (2014). Index-based weather insurance for developing countries: A review of evidence and a set of propositions for up-scaling. In: Background Document for the Workshop "Microfinance Products for Weather Risk Management in Developing Countries: State of the Arts and Perspectives", Paris, June 25 2014.
- ECOWAS Bank for Investment and Development (EBID, 2021). The Regional Fund for Agriculture and Food in Brief.
- Gichangi, E., & Gatheru, M. (2018). Farmers' awareness and perception of climate change and the various adaptation measures they employ in the semi-arid eastern Kenya. *Climate Change*, 4(14), 112-122.
- Hansen, J., Hellin, J., Rosenstock, T., Fisher, E., Cairns, J., Stirling, C., et al. (2019). Climate risk management and rural poverty reduction. *Agricultural Systems*, pp. 172, 28-46.
- International Monetary Fund. (2024). *Regional Economic Outlook for Sub-Saharan Africa: A Tepid and Pricey Recovery*. Washington, DC: IMF.
- International Monetary Fund. (2024). *World Economic Outlook: Steady but Slow: Resilience amid Divergence*. Washington, DC: IMF.
- Isaboke, H. N., Zhang, Q., & Nyarindo, W. N. (2016). The effect of weather index based micro-insurance on food security status of smallholders. *Agricultural and Resource Economics: International Scientific E-Journal*, 2(3), 5-21.
- Makate, C., Makate, M., Mango, N., & Siziba, S. (2019). Increasing resilience of smallholder farmers to climate change through multiple adoptions of proven climate-smart agriculture innovations. Lessons from Southern Africa. *Journal of Environmental Management*, 231, 858-868.
- Mechiche-Alami, A., & Abdi, A. M. (2020). Agricultural productivity in relation to climate and cropland management in West Africa. *Scientific reports*, 10(1), 1-10.
- Mensah, J. T., Adu, G., Amoah, A., Abrokwa, K. K., & Adu, J. (2016). What drives structural transformation in sub-Saharan Africa? *African Development Review*, 28(2), 157-169.
- Meuwissen, M. P., Feindt, P. H., Spiegel, A., Termeer, C. J., Mathijs, E., Mey, Y. D., Finger, R., Balmann, A., Wauters, E., Urquhart, J., Vigani, M., Zawalińska, K., Herrera, H., Nicholas-Davies, P., Hansson, H., Paas, W., Slijper, T., Coopmans, I., Vroege, W., . . . Reidsma, P. (2019). A framework to assess the resilience of farming systems. *Agricultural Systems*, 176, 102656. <https://doi.org/10.1016/j.agsy.2019.102656>

- Salehyan, I., & Hendrix, C. S. (2014). Climate shocks and political violence. *Global Environmental Change*, 28, 239-250. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2014.07.007>
- Stoeffler, Q., Gelade, W., Guirkinge, C., & Carter, M. (2016). indirect protection: the impact of cotton insurance on farmers' income portfolio in Burkina Faso. (No. 333-2016-14899, p. 1).
- Wairimu, E., Obare, G., & Odendo, M. (2016). Factors affecting weather index-based crop insurance in Laikipia County, Kenya. *Journal of agricultural extension and rural development*, 8(7), 111-121.



FICHES PAYS

BÉNIN



PERFORMANCE MACROÉCONOMIQUE

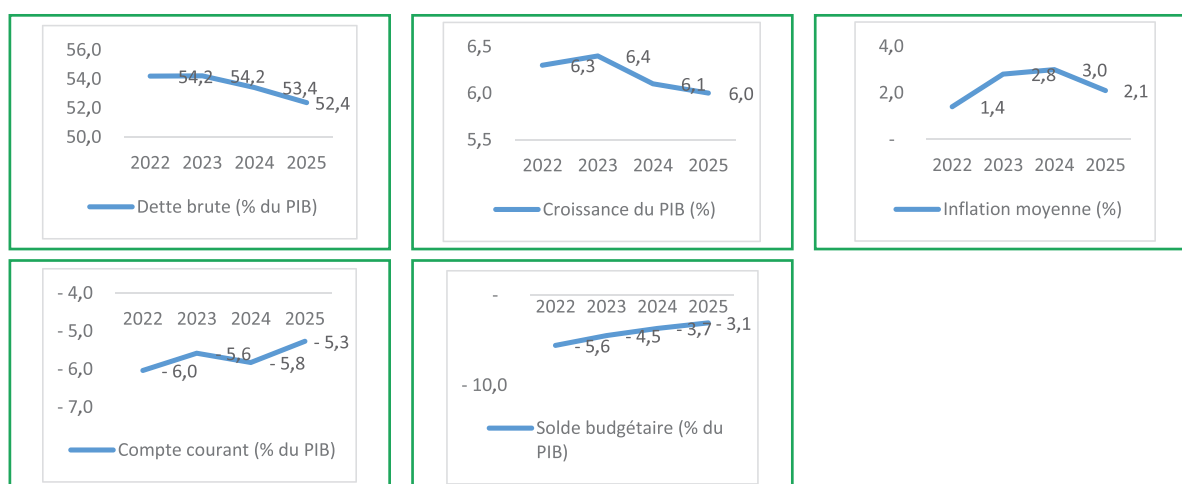
En 2023, l'économie béninoise a fait preuve de robustesse face à une myriade de chocs, notamment l'impact de la limitation des échanges avec le Niger en raison des sanctions financières et économiques imposées par la CEDEAO, qui l'ont contraint à fermer ses frontières avec ce pays. Par ailleurs, les défis macroéconomiques au Nigeria, en particulier la dépréciation du naira, ont eu un impact négatif sur le commerce entre les deux pays. Pour autant, l'économie béninoise a connu une croissance de 6,4 pour cent en 2023, soutenue par une forte croissance des secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services. En 2023, après avoir fait partie des rares pays à connaître une inflation plus faible en 2022 qu'en 2021, l'inflation moyenne a doublé pour atteindre 2,8 pour cent, principalement en raison de la hausse des prix des hydrocarbures, la suppression des subventions sur le carburant au Nigeria ayant entraîné des répercussions sur l'économie béninoise. Les efforts d'assainissement des finances publiques ont continué à porter leurs fruits, le solde budgétaire se resserrant encore pour atteindre -4,5 pour cent du PIB, contre -5,6 pour cent en 2022, tandis que le ratio dette/PIB est resté stable à 54,2 pour cent en 2023, tout comme en 2022. En 2023, le solde du compte courant s'est amélioré, passant de -6,0 pour cent du PIB en 2022 à -5,6 pour cent du PIB.

PERSPECTIVE

La croissance de l'économie béninoise devrait ralentir pour atteindre 6,1 pour cent et 6,0 pour cent en 2023 et 2024, respectivement, en raison, entre autres facteurs, de la faiblesse de l'approvisionnement en électricité en provenance du Nigeria et des prix élevés des carburants, ainsi que de la persistance de l'impasse sur la réouverture de la frontière avec le Niger. Les prix élevés de l'énergie devraient faire passer l'inflation moyenne à 3,0 pour cent en 2024, avant qu'elle ne retombe à 2,1 pour cent en 2025. Le solde budgétaire devrait continuer à s'assainir, pour s'établir à -3,7 pour cent du PIB et -3,1 pour cent du PIB en 2024 et 2025, respectivement. Cet effort sera soutenu par les augmentations prévues des recettes. Le ratio dette/PIB devrait augmenter légèrement pour s'établir à 53,4 pour cent du PIB en 2024 avant de redescendre à 52,4 pour cent en 2025. En 2024, le solde du compte courant du Bénin devrait se détériorer pour atteindre -5,8 pour cent du PIB, avant de retomber à -5,3 pour cent du PIB en 2025.

DÉFIS À RELEVER

La menace du Burkina Faso, du Mali et du Niger de quitter la CEDEAO, si elle est mise à exécution, pourrait entraîner des conséquences négatives sur les recettes du Bénin en raison d'une éventuelle réduction du commerce de transit avec les pays susmentionnés. Le pays est par ailleurs exposé à un risque de propagation d'attaques terroristes dans ses régions septentrionales à partir du Burkina Faso et du Mali. Cela affecterait la production agricole et entraînerait des déplacements de populations. En outre, une aggravation de l'approvisionnement irrégulier en électricité en provenance du Nigeria pourrait entraver la croissance de l'activité économique.



BURKINA FASO



PERFORMANCE MACROÉCONOMIQUE

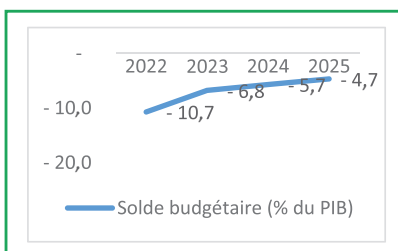
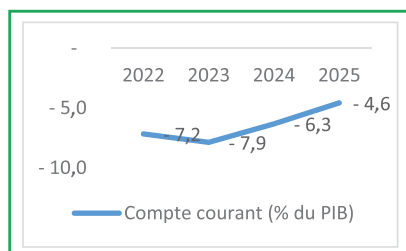
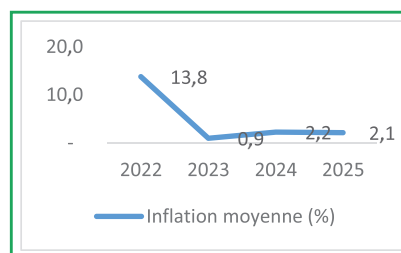
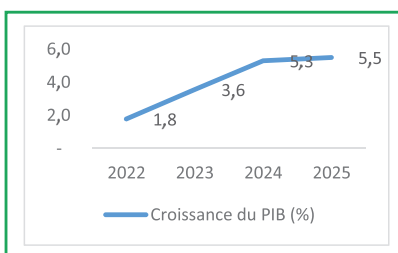
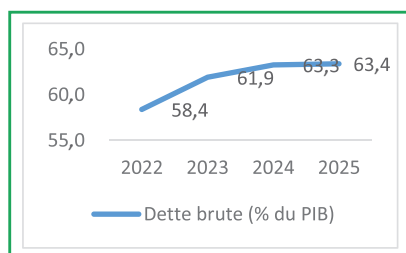
En 2023, le Burkina Faso a enregistré une croissance du PIB de 3,6 pour cent, contre 1,8 pour cent en 2022, soutenue par la croissance du secteur des services. Les activités agricoles et minières ont souffert de l'impact de l'insécurité, ce qui a entraîné des contributions modérées au PIB. L'inflation moyenne a nettement diminué, passant de 13,8 pour cent en 2022 à 0,9 pour cent en 2023, grâce à la baisse des prix des denrées alimentaires, des boissons alcoolisées et non alcoolisées. Le solde budgétaire s'est réduit à -6,8 pour cent du PIB en 2023, contre -10,7 pour cent en 2022, en raison d'une augmentation des recettes et d'une baisse des dépenses. Le ratio dette/PIB a toutefois augmenté, passant de 58,4 pour cent en 2022 à 61,9 pour cent en 2023, tandis que le solde du compte courant s'est détérioré, passant de -7,2 pour cent du PIB en 2022 à -7,9 pour cent du PIB en 2023.

PERSPECTIVES

En 2024 et 2025, l'économie devrait enregistrer une croissance significative, s'établissant respectivement à 5,3 pour cent et 5,5 pour cent, soutenue par les prix favorables des produits de base, en particulier de l'or. L'inflation moyenne devrait s'accroître sensiblement pour atteindre 2,2 pour cent en 2024, principalement en raison de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et des prestations de services publics, avant de diminuer légèrement pour atteindre 2,1 pour cent en 2025. L'assainissement budgétaire devrait se poursuivre, entraînant une nouvelle baisse du solde budgétaire à -5,7 pour cent du PIB en 2024 et à -4,7 pour cent du PIB en 2025. Le ratio dette/PIB devrait rester sur une trajectoire ascendante, pour atteindre 63,6 pour cent en 2024 et 63,4 pour cent en 2025. Le pays devrait parvenir à réduire le solde du compte courant à -6,3 pour cent du PIB en 2024 et à -4,6 pour cent du PIB en 2025.

DÉFIS À RELEVER

Le Burkina Faso devra composer avec des relations commerciales restreintes avec la CEDEAO si le pays quitte la Communauté comme prévu. Cela aura un impact négatif sur les prix et plongera une grande partie de la population dans la pauvreté. La croissance de l'activité économique en sera affectée, de même que les échanges commerciaux avec le reste des pays de la sous-région (environ 18 pour cent) pourraient être soumis à des barrières tarifaires et non tarifaires. En outre, l'insécurité reste un facteur de risque important pour le pays, étant donné que l'insurrection dans le nord du pays n'a pas été surmontée. La menace de l'insécurité, associée à l'instabilité des précipitations, constitue un risque majeur pour la production agricole.



CAP-VERT



PERFORMANCE MACROÉCONOMIQUE

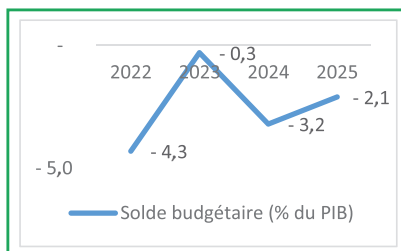
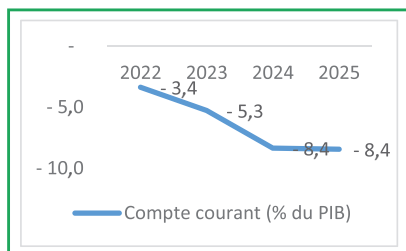
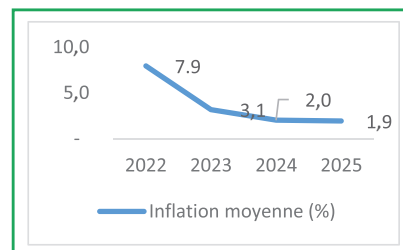
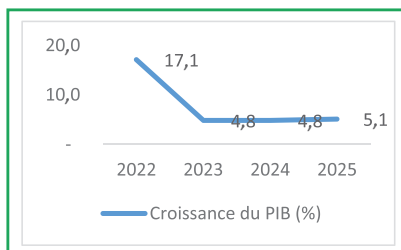
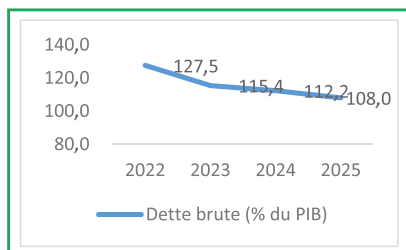
En 2023, la croissance de l'économie du Cabo Verde a ralenti à 4,8 pour cent, contre 17,1 pour cent en 2022. L'inflation moyenne a baissé à 3,1 pour cent en 2023, contre 7,9 pour cent en 2022, tandis que le solde budgétaire est passé de -4,3 pour cent en 2022 à -0,3 pour cent en 2023. La dette publique a nettement diminué, passant de 127,5 pour cent du PIB en 2022 à 115,4 pour cent en 2023, tandis que le solde du compte courant s'est détérioré, passant de -3,4 pour cent du PIB en 2022 à -5,3 pour cent du PIB en 2023.

PERSPECTIVE

Selon les projections, la croissance du PIB du Cabo Verde devrait se stabiliser à 4,8 pour cent en 2024 et passer à 5,1 pour cent en 2025, le secteur du tourisme devrait retrouver ses niveaux d'avant la pandémie. L'inflation moyenne devrait s'établir à 2,0 pour cent en 2024 et ralentir encore pour atteindre 1,9 pour cent en 2025, grâce à une baisse attendue du taux d'inflation des prix des denrées alimentaires. Le solde budgétaire devrait passer à -3,2 pour cent du PIB en 2024, avant de redescendre à -2,1 pour cent du PIB en 2025. Le ratio dette/PIB devrait continuer à baisser pour atteindre 112,2 pour cent en 2024 et 108 pour cent en 2025. Le solde du compte courant devrait se creuser pour atteindre -8,4 pour cent du PIB en 2024 et se stabiliser autour de ce taux en 2025.

DÉFIS À RELEVER

L'économie du Cabo Verde est fortement dépendante du tourisme. Des difficultés imprévues dans les pays d'origine des touristes pourraient avoir un impact négatif sur la croissance de la chaîne de valeur du secteur touristique. Dans un passé récent, le changement climatique a provoqué une sous-performance du secteur agricole.



CÔTE D'IVOIRE



PERFORMANCE MACROÉCONOMIQUE

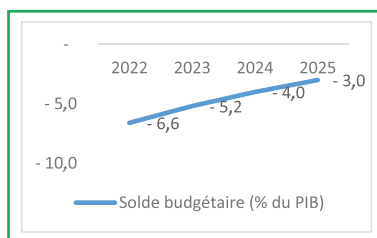
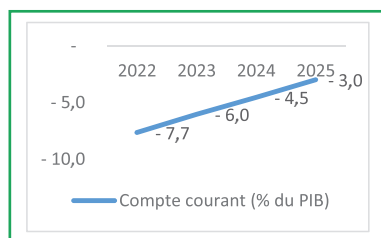
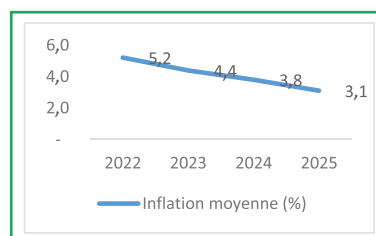
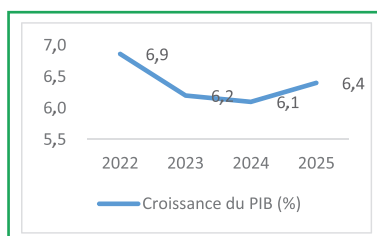
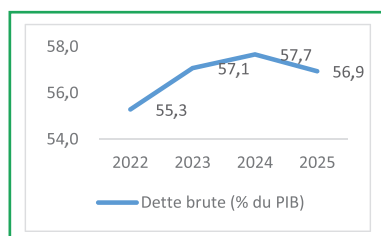
Soutenue par l'augmentation des dépenses publiques liées à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football, l'économie de la Côte d'Ivoire est restée solide, même si sa croissance s'est ralentie pour atteindre 6,2 pour cent en 2023, contre 6,9 pour cent en 2022. La baisse de la production du secteur du cacao, due principalement à de mauvaises conditions météorologiques, a freiné la croissance du secteur agricole. L'inflation moyenne est passée d'un niveau élevé de 5,2 pour cent en 2022 à 4,4 pour cent en 2023, suite à l'effet conjugué de la baisse des prix des denrées alimentaires et de l'augmentation des prix de l'énergie et des transports. En 2023, le solde budgétaire s'est amélioré, passant de -6,6 pour cent du PIB en 2022 à -5,2 pour cent, la croissance des recettes étant supérieure à celle des dépenses, tandis que la dette publique a poursuivi sa tendance haussière, passant de 55,3 pour cent du PIB en 2022 à 57,1 pour cent du PIB en 2023. Le solde du compte courant s'est également amélioré, passant de -7,7 pour cent du PIB en 2022 à -6,0 pour cent du PIB en 2023. Le solde du compte courant s'est également amélioré, passant de -7,7 pour cent du PIB en 2022 à -6 pour cent du PIB sur la période.

PERSPECTIVE

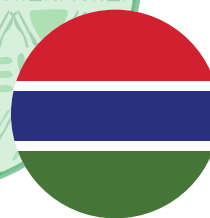
Selon les projections, l'économie ivoirienne devrait maintenir un rythme de croissance élevé de 6,1 pour cent en 2024, pour atteindre 6,4 pour cent en 2025. Cette croissance devrait principalement être soutenue par les investissements dans les infrastructures du secteur public et par l'augmentation des exportations du pétrole brut extrait des nouveaux gisements. Le taux d'inflation moyen devrait continuer à baisser en 2024 (3,8 %) et en 2025 (3,1 %), les prix des denrées alimentaires poursuivant leur tendance à la baisse. Le solde budgétaire devrait s'améliorer pour atteindre -4,0 pour cent du PIB en 2024, puis -3,0 pour cent du PIB en 2025, du fait des efforts d'assainissement budgétaire déployés par le gouvernement après l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations. Le ratio dette/PIB devrait augmenter légèrement pour atteindre 57,7 pour cent en 2024, avant de redescendre à 56,9 pour cent en 2025. Le solde du compte courant devrait s'améliorer pour atteindre -4,5 pour cent du PIB en 2024, puis -3 pour cent du PIB en 2025, grâce à l'amélioration des exportations (en particulier de pétrole brut), à des contrats à terme reflétant la situation du marché du cacao en 2024 et 2025, et à la réduction des importations.

DÉFIS À RELEVER

La production de cacao sera également affectée par de mauvaises précipitations, ce qui pourrait compromettre l'amélioration du solde du compte courant et des finances publiques ainsi que la croissance globale du PIB. L'insécurité reste également un risque majeur, notamment en raison des attaques d'insurgés des voisins du nord du pays dans la région du Sahel. Si ce risque se matérialise, les dépenses liées à la sécurité augmenteront, perturbant les efforts d'assainissement budgétaire ce qui entraînerait une baisse de la production agricole dans le nord du pays.



LA GAMBIE



PERFORMANCE MACROÉCONOMIQUE

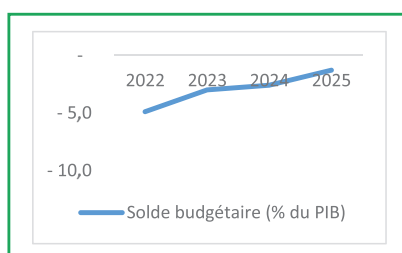
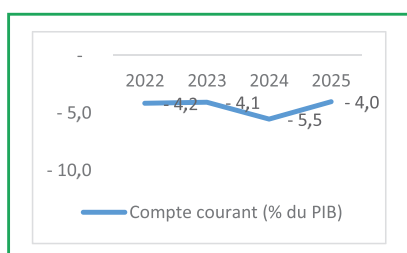
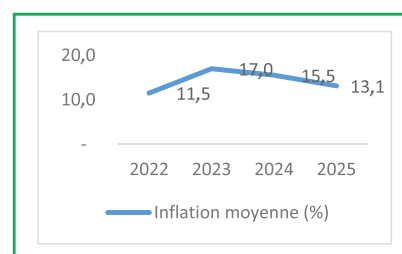
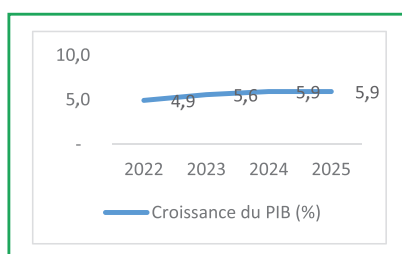
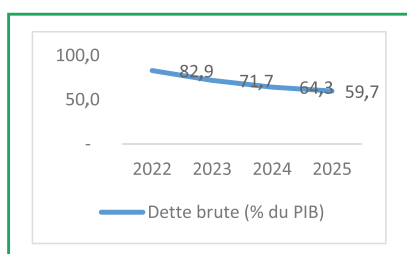
En 2023, la Gambie a connu une croissance du PIB de 5,6 pour cent, contre 4,9 pour cent en 2022, grâce à une amélioration de la production agricole, soutenue par des conditions pluviométriques favorables, un rebond du secteur touristique et une augmentation des transferts de fonds des travailleurs émigrés. L'inflation moyenne a augmenté pour atteindre 17,0 pour cent en 2023, contre 11,5 pour cent en 2022, sous l'effet de l'augmentation des frais de scolarité (56 pour cent en moyenne en glissement annuel), des prix des carburants, des services publics et des denrées alimentaires. Le solde budgétaire s'est amélioré pour atteindre -3,0 pour cent du PIB en 2023, contre -4,9 pour cent du PIB en 2022, la dette publique se réduisant également pour se situer à 71,7 pour cent du PIB en 2023, contre 82,9 pour cent du PIB en 2022. Le solde du compte courant s'est également amélioré, passant de -4,2 pour cent du PIB en 2022 à -4,1 pour cent du PIB en 2023.

PERSPECTIVE

Selon les projections, l'activité économique devrait progresser de 5,9 pour cent en 2024 et se stabiliser autour de ce chiffre en 2025. Cette évolution devrait résulter d'une reprise continue du secteur touristique, d'une amélioration de la production agricole et d'une demande du secteur privé alimentée par les transferts de fonds des émigrés. L'inflation moyenne devrait rester élevée, même si elle diminue pour atteindre 15,5 pour cent en 2024 et 13,1 pour cent en 2025. Le solde budgétaire devrait diminuer régulièrement, passant de -2,6 pour cent du PIB à -1,3 pour cent du PIB en 2024 et 2025, respectivement. Le ratio dette/PIB devrait baisser pour se situer en-dessous du seuil de convergence de 70 pour cent pour la première fois depuis longtemps. La dette publique devrait s'établir à 64,3 pour cent du PIB à la fin de l'année 2024 et continuer cette performance pour atteindre 59,7 pour cent du PIB en 2025. Le solde du compte courant devrait connaître une hausse pour atteindre -5,5 pour cent du PIB en 2024 et baisser à -4,0 pour cent en 2025.

DÉFIS À RELEVER

Le tourisme et les transferts de fonds étant des éléments clés de l'économie gambienne, toute défaillance des économies des pays d'origine pourrait entraîner des conséquences catastrophiques. Le changement climatique reste une menace constante pour la production agricole. Si l'un de ces risques devait se concrétiser, l'économie gambienne pourrait être confrontée à de graves difficultés. En outre, la Gambie pourrait souffrir de la décision du Mali de quitter la Communauté, étant donné le niveau de ses exportations vers ce pays.



GHANA



PERFORMANCE MACROÉCONOMIQUE

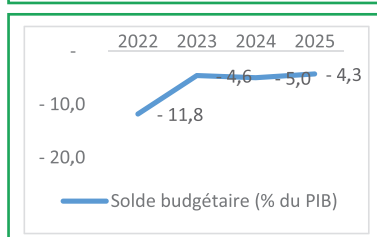
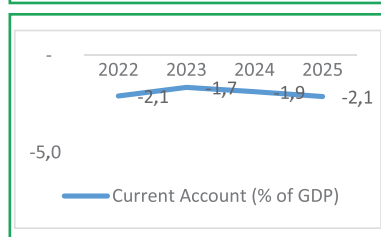
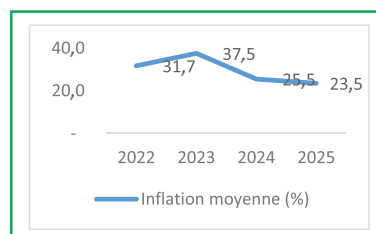
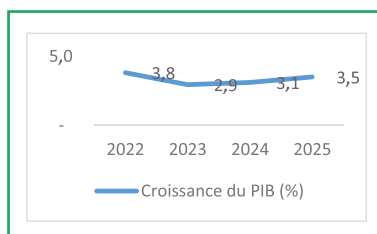
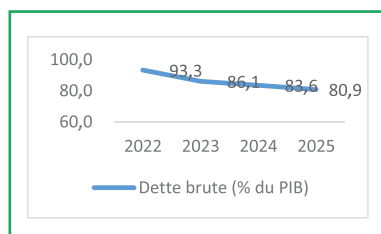
En 2023, la croissance de l'économie ghanéenne a dépassé les attentes, avec un taux de 2,9 pour cent, contre 3,8 pour cent en 2022. Cette performance est imputable à des résultats satisfaisants dans les secteurs de l'agriculture et des services, tandis que le secteur industriel a freiné la croissance globale en raison de la baisse de la production du secteur de l'énergie. L'inflation moyenne s'est accélérée pour atteindre 37,5 pour cent en raison des prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires et de l'impact de la dépréciation de la monnaie nationale. L'assainissement budgétaire est resté globalement sur la bonne voie, le solde budgétaire s'améliorant pour atteindre -4,6 pour cent du PIB en 2023, contre -11,8 pour cent du PIB en 2022. La dette publique a nettement diminué, passant de 93,3 pour cent à 86,1 pour cent du PIB, étant donné que les autorités ont achevé le programme d'échange de la dette intérieure, dans le cadre duquel certains détenteurs d'obligations d'État locales ont accepté une « décote » pour alléger le fardeau de la dette publique. Le solde du compte courant s'est également amélioré, passant de -2,1 pour cent du PIB en 2022 à -1,7 pour cent du PIB en 2023.

PERSPECTIVE

L'économie continue de se redresser et devrait croître de 3,1 pour cent en 2024 et de 3,5 pour cent en 2025. Les projections de croissance sont soumises aux effets de la dépréciation du cedi, aux prix élevés de l'énergie et aux interruptions fréquentes de la fourniture d'électricité que le pays a connue en 2024. L'inflation moyenne devrait baisser à 25,5 pour cent en 2024, puis à 23,5 pour cent en 2025. Selon les projections, le solde budgétaire devrait se dégrader pour atteindre -5,0 pour cent du PIB, en raison du risque que les objectifs de recettes ne soient pas atteints, compte tenu de la suspension de la TVA sur les ventes d'électricité. En outre, étant donné qu'il s'agit d'une année électorale, qui s'annonce très disputée le contrôle des dépenses ne devrait pas être très efficace en 2024. En 2025, le solde budgétaire devrait s'améliorer pour s'établir à -4,3 pour cent du PIB. Le ratio dette/PIB devrait baisser à 83,6 pour cent du PIB, dans l'hypothèse où le gouvernement parviendrait à un accord avec ses créanciers extérieurs sur le traitement de la dette bilatérale. La dette publique devrait encore diminuer pour atteindre 80,9 pour cent du PIB en 2025. Le solde du compte courant devrait augmenter légèrement pour atteindre -1,9 pour cent du PIB en 2024, en raison des importations liées aux élections, et atteindre -2,1 pour cent du PIB en 2025.

DÉFIS À RELEVER

L'économie ghanéenne reste exposée aux pressions inflationnistes et aux fluctuations des taux de change. Les élections de 2024 font peser de graves risques sur l'assainissement budgétaire, tandis que les déficits d'approvisionnement en électricité pourraient freiner la croissance économique. La production agricole, y compris le secteur du cacao, pourrait souffrir d'une pluviométrie insuffisante, ce qui pourrait entraîner des répercussions sur la sécurité alimentaire et les recettes d'exportation.



GUINÉE



PERFORMANCE MACROÉCONOMIQUE

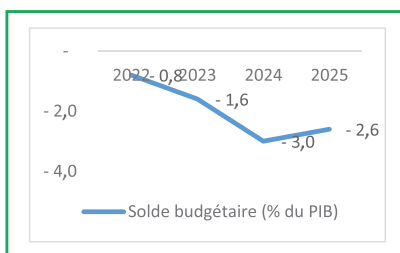
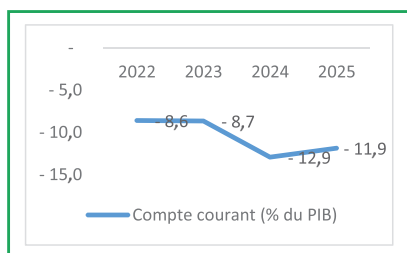
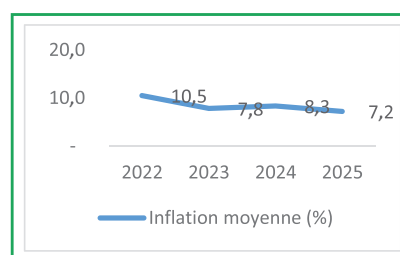
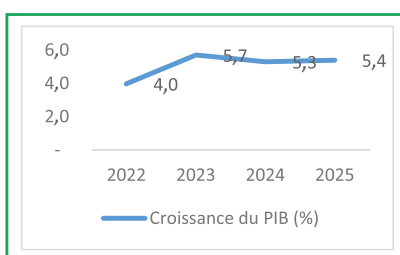
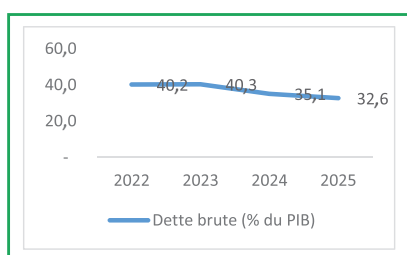
En 2023, l'économie guinéenne a connu une croissance de 5,7 pour cent, contre 4,0 pour cent en 2022, soutenue par l'augmentation des investissements et de la production minière, en particulier dans le secteur de la bauxite. L'inflation moyenne a ralenti, passant de 10,5 pour cent en 2022 à 7,8 pour cent en 2023. Le solde budgétaire s'est dégradé en 2023, passant de -0,8 pour cent du PIB en 2022 à -1,6 pour cent en 2023, la croissance des dépenses ayant été supérieure à celle des recettes, tandis que la dette publique a légèrement augmenté, passant de 40,2 pour cent du PIB en 2022 à 40,3 pour cent en 2023, la croissance des dépenses ayant été supérieure à celle des recettes, tandis que la dette publique a légèrement augmenté, passant de 40,2 pour cent du PIB en 2022 à 40,3 pour cent en 2023. Le solde du compte courant s'est légèrement détérioré, passant de -8,6 pour cent du PIB en 2022 à -8,7 pour cent du PIB en 2023.

PERSPECTIVE

En 2024, la croissance économique devrait passer de 5,3 pour cent, à 5,4 pour cent en 2025, stimulée par la forte production du secteur minier. L'inflation moyenne devrait s'établir à 8,3 pour cent à la fin de l'année 2024, avant de retomber à 7,2 pour cent en 2025. Le solde budgétaire devrait presque doubler pour atteindre -3,0 pour cent en 2024 avant de redescendre à -2,6 pour cent en 2025. Cette évolution s'explique par l'augmentation des investissements dans les infrastructures au cours de la période. La dette publique devrait baisser à 35,1 pour cent du PIB en 2024, puis à 32,6 pour cent en 2025. Le solde du compte courant devrait se dégrader pour atteindre -12,9 pour cent du PIB, avant de retomber à -11,9 pour cent en 2025.

DÉFIS À RELEVER

L'explosion malheureuse d'un dépôt de carburant en décembre 2023 et le rationnement du carburant qui s'en est suivi devraient entraîner des répercussions négatives sur la croissance de l'activité économique s'ils ne sont pas résolus rapidement et efficacement. Les pénuries d'électricité pourraient compromettre la croissance de l'activité économique. Les risques politiques persistent dans le pays, d'autant plus que le pouvoir n'a pas été remis aux civils. Une prolongation du règne des militaires au pouvoir sans le consentement d'une grande majorité de la population pourrait déclencher des protestations et une instabilité politique subséquente.



GUINÉE-BISSAU



PERFORMANCE MACROÉCONOMIQUE

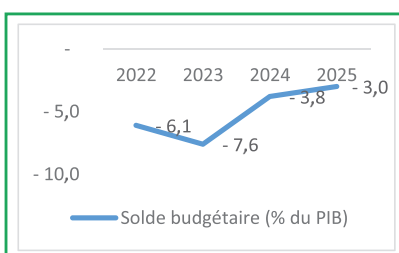
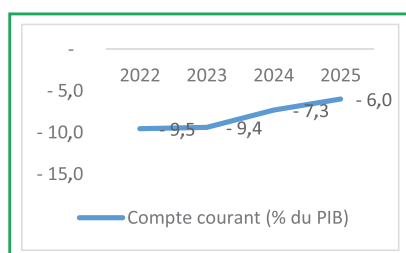
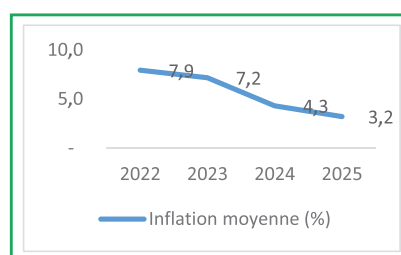
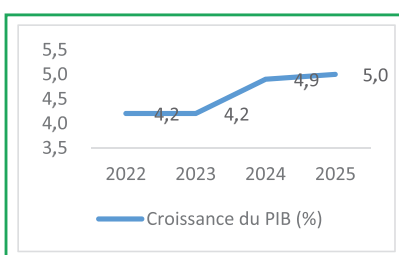
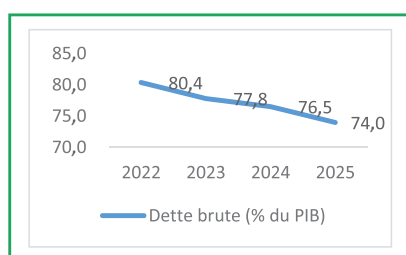
En 2023, l'économie de la Guinée-Bissau a connu une croissance de 4,2 pour cent soit un taux identique à l'année 2022, les secteurs de l'agriculture et de l'industrie (en particulier les travaux publics) ont été les moteurs de cette croissance de l'activité économique. Les exportations de noix de cajou ont été faibles. Toutefois, le solde du compte courant s'est légèrement amélioré, passant de -9,5 pour cent du PIB en 2022 à -9,4 pour cent en 2023. L'inflation moyenne a baissé à 7,2 pour cent, toujours considérée comme extrêmement élevée dans la zone UEMOA, contre 7,9 pour cent en 2022. Une croissance de 12,8 pour cent des dépenses, contre une croissance de 1,8 pour cent des recettes, a contribué à l'élargissement du solde budgétaire à -7,6 pour cent du PIB en 2023, contre -6,1 pour cent en 2022. Le ratio dette/PIB est passé de 80,4 pour cent en 2022 à 77,8 pour cent en 2023.

PERSPECTIVE

Selon les projections, la croissance de l'activité économique devrait rebondir à 4,9 pour cent en 2024 et augmenter légèrement à 5,0 pour cent en 2025, tandis que l'inflation devrait ralentir atteignant 4,3 pour cent et 3,2 pour cent en 2024 et 2025, respectivement. Le ralentissement de l'inflation devrait soutenir la croissance de l'activité économique grâce à la forte demande du secteur privé. Le solde budgétaire devrait s'améliorer pour atteindre -3,8 pour cent du PIB en 2024, puis -3,0 pour cent en 2025. Le ratio dette/PIB devrait se réduire pour atteindre 76,5 pour cent et 74,0 pour cent en 2024 et 2025, respectivement. De même, le solde du compte courant devrait s'améliorer pour atteindre -7,3 pour cent du PIB en 2024 et -6 pour cent en 2025. Cette amélioration devrait être due aux mesures prises pour stimuler les exportations de noix de cajou, notamment l'ouverture de nouvelles frontières terrestres pour faciliter les exportations, réduisant ainsi la contrebande.

DÉFIS À RELEVER

En 2023, la Guinée-Bissau a pâti de la faible demande de noix de cajou, ce qui s'est traduit par de faibles recettes d'exportation. Si cette situation se reproduit en 2024, le solde du compte courant se dégradera et les agriculteurs, déjà éprouvés par les effets du changement climatique, seront démoralisés. Le pays a un passé marqué par l'instabilité politique, avec une menace constante qui doit être contenue. L'augmentation des cours internationaux du pétrole brut pourrait se répercuter sur l'économie et compromettre les efforts d'assainissement budgétaire, tout en exerçant une pression à la hausse sur les prix.



LIBÉRIA



PERFORMANCE MACROÉCONOMIQUE

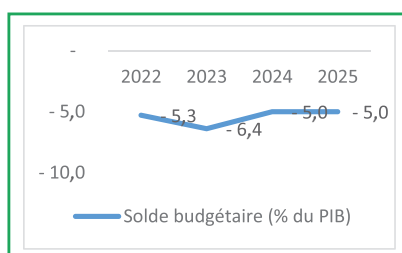
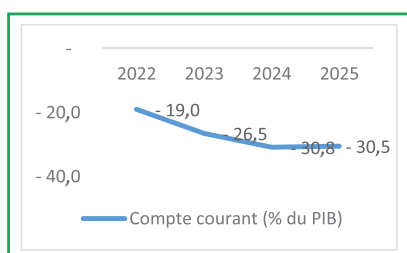
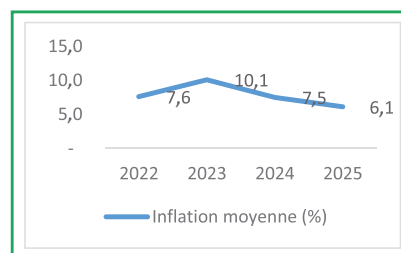
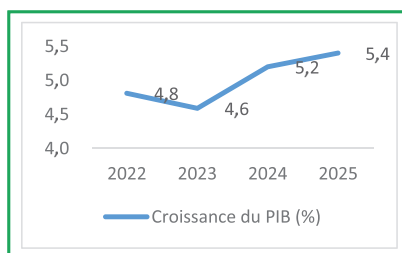
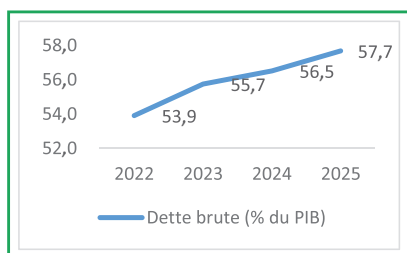
En 2023, la croissance de l'économie libérienne a subi un ralentissement contraignant le pays à enregistrer un taux de croissance du PIB de 4,6 pour cent, contre 4,8 pour cent en 2022, en raison de l'inflation élevée qui a freiné la consommation du secteur privé. Même si la production d'or a soutenu la croissance, elle n'a pas pu empêcher le ralentissement de l'activité économique. L'inflation moyenne est passée de 7,6 pour cent en 2022 à 10,1 pour cent en 2023, en raison de l'augmentation des coûts des denrées alimentaires, du transport et de la dépréciation de la monnaie nationale. La baisse des recettes et l'augmentation marginale des dépenses ont entraîné une détérioration du solde budgétaire, qui est passé de -5,3 pour cent du PIB en 2022 à -6,4 pour cent en 2023, le ratio dette/PIB passant de 53,9 pour cent en 2022 à 55,7 pour cent en 2023. Le solde du compte courant s'est creusé pour atteindre -26,5 pour cent du PIB en 2023, contre -19,0 pour cent du PIB en 2022, en raison de l'aggravation du déficit commercial.

PERSPECTIVE

L'économie libérienne devrait croître de 5,2 pour cent en 2024 et de 5,4 pour cent en 2025, grâce à une reprise de la croissance des secteurs de l'agriculture et des services. La croissance du secteur minier et la consommation du secteur privé (soutenue par une baisse de l'inflation) contribueront également à la croissance de l'économie globale. L'inflation moyenne devrait tomber à 7,5 pour cent en 2024 et à 6,1 pour cent en 2025. Le solde budgétaire devrait s'améliorer pour atteindre -5,0 pour cent du PIB en 2024 et se stabiliser autour de ce ratio en 2025, le nouveau gouvernement s'efforçant de faire preuve de prudence budgétaire. Le ratio dette/PIB devrait augmenter légèrement pour atteindre 56,5 pour cent en 2024 et 57,7 pour cent en 2025, tandis que le solde du compte courant devrait se détériorer pour atteindre -30,8 pour cent du PIB en 2024 avant de s'améliorer légèrement pour atteindre -30,5 pour cent en 2025.

DÉFIS À RELEVER

Un régime pluviométrique défavorable pourrait faire obstacle à la croissance prévue de l'agriculture, entraînant des pénuries alimentaires et une flambée de l'inflation. Une forte dépréciation de la monnaie locale aggravera encore l'inflation et freinera la croissance de l'activité économique. Pour honorer ses promesses électorales, le nouveau gouvernement pourrait s'engager dans des politiques budgétaires expansionnistes, ce qui pourrait compromettre les efforts d'assainissement budgétaire et accroître l'encours de la dette.





PERFORMANCE MACROÉCONOMIQUE

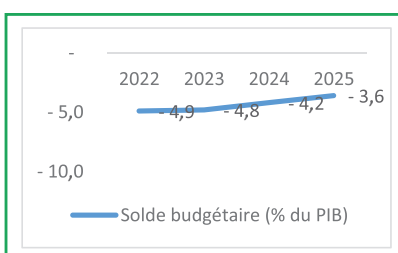
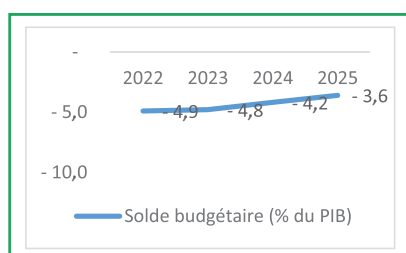
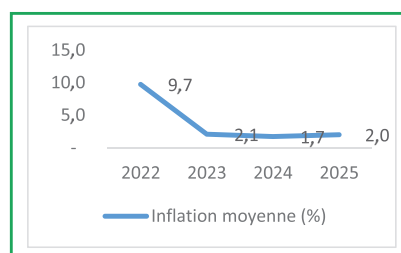
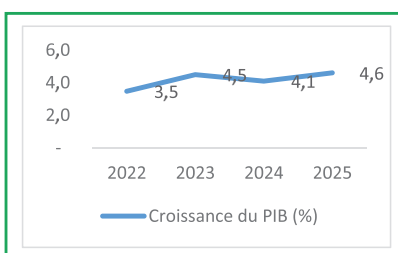
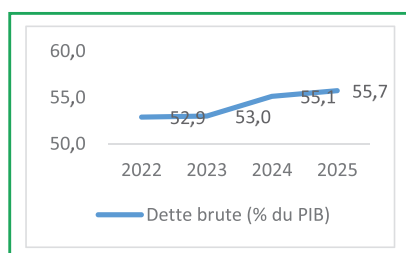
En 2023, la croissance de l'économie malienne s'est accélérée d'un point de pourcentage, passant de 3,5 pour cent en 2022 à 4,5 pour cent, principalement grâce à la consommation du secteur privé et à l'atténuation des pressions inflationnistes. Il convient de noter que la croissance a été freinée par les pénuries d'électricité survenues au cours du troisième trimestre de l'année. L'inflation moyenne a nettement diminué, passant de 9,7 pour cent en 2022 à 2,1 pour cent en 2023, grâce à la baisse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Le solde budgétaire a légèrement diminué, passant de -4,9 pour cent du PIB en 2022 à -4,8 pour cent en 2023, tandis que la dette publique a légèrement augmenté, passant de 52,9 pour cent du PIB en 2022 à 53 pour cent en 2023. Le solde du compte courant s'est détérioré, passant de -8,0 pour cent du PIB en 2022 à -9,0 pour cent en 2023.

PERSPECTIVE

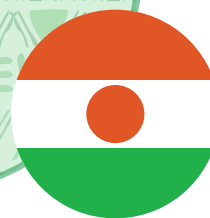
L'activité économique dans le pays devrait ralentir pour atteindre une croissance de 4,1 pour cent en 2024, compte tenu de la persistance des problèmes d'approvisionnement en électricité. Le taux de croissance devrait augmenter légèrement pour atteindre 4,6 pour cent en 2025 dans l'hypothèse où le pays reviendrait sur sa décision de quitter la CEDEAO. L'inflation continuera de baisser en 2024 (1,7 %) avant de remonter à 2,0 pour cent en 2025. Le ratio dette/PIB augmentera de manière constante pour atteindre 55,1 pour cent en 2024, puis 55,7 pour cent en 2025. La faible croissance du ratio dette/PIB résulte en partie d'un resserrement prévu du solde budgétaire de -4,2 pour cent du PIB en 2024 à -3,6 pour cent en 2025. Le solde du compte courant devrait s'améliorer pour atteindre -5,8 pour cent du PIB en 2024, puis - 4,7 pour cent du PIB en 2025.

DÉFIS À RELEVER

Le changement climatique représente un risque important pour la croissance de l'agriculture, tout comme l'insécurité dans le pays, étant donné que les insurgés contrôlent encore de vastes étendues de terres. Les risques politiques demeurent, compte tenu de la décision de la junte militaire au pouvoir d'interdire toutes les activités des partis politiques, ce qui est considéré comme un moyen pour les dirigeants de se maintenir au pouvoir. Les problèmes d'approvisionnement en électricité restent une menace importante pour les activités industrielles et de services. Par ailleurs, la décision de quitter la CEDEAO, si elle est mise en œuvre, pourrait avoir des effets dévastateurs sur la croissance de l'activité économique et l'éradication de la pauvreté.



NIGER



PERFORMANCE MACROÉCONOMIQUE

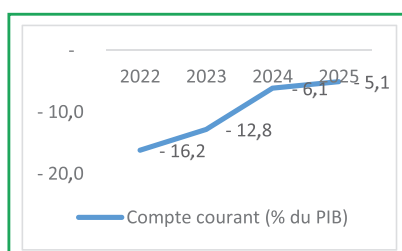
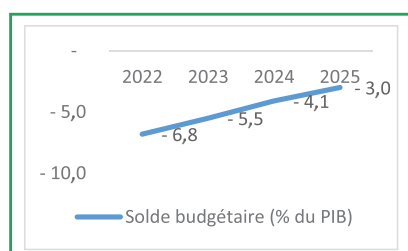
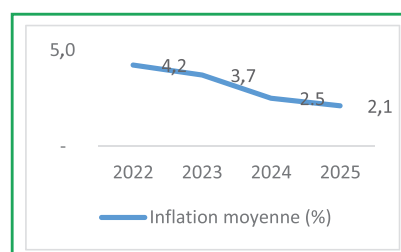
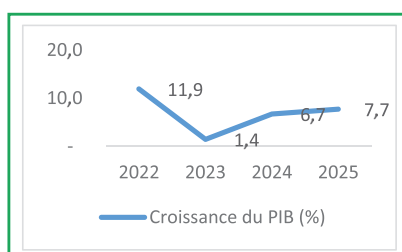
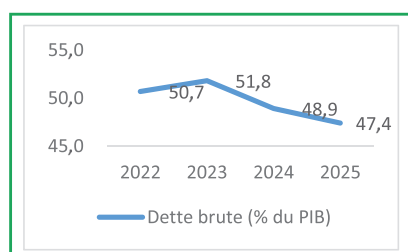
En 2023, les sanctions ont fait chuter la croissance économique du Niger à 1,4 pour cent. Elles ont eu un impact négatif sur l'approvisionnement en électricité, en particulier en provenance du Nigeria, et ont affecté le commerce de transit avec ses voisins de la sous-région, tout en rendant le marché régional des capitaux inaccessible au pays. Ces sanctions ont également affecté les dépenses publiques, avec des cas signalés de retards dans le paiement des salaires dans la fonction publique. En conséquence, les recettes et les dépenses publiques ont diminué de plus de 20 pour cent. L'inflation moyenne a pu être ramenée à 3,7 pour cent en 2023, contre 4,2 pour cent en 2022, car la consommation publique et privée a chuté de manière drastique. Le solde budgétaire a nettement diminué pour atteindre -5,5 pour cent du PIB en 2023, tandis que la dette publique a augmenté pour atteindre 51,8 pour cent du PIB en 2023, contre 50,7 pour cent du PIB en 2022. Le solde du compte courant s'est amélioré, passant de -16,2 pour cent du PIB en 2022 à -12,8 pour cent du PIB en 2023.

PERSPECTIVE

L'économie nigérienne sera soutenue par le début de l'exportation de pétrole brut par oléoduc via le Bénin en 2024 et au-delà. Cependant, des pannes d'électricité intermittentes limiteront la croissance économique à court terme, par rapport aux projections antérieures. La croissance économique devrait s'accélérer pour atteindre 6,7 pour cent en 2024, puis 7,7 pour cent, principalement en raison de l'impact des exportations de pétrole brut. L'inflation moyenne devrait baisser à 2,5 pour cent et à 2,1 pour cent en 2024 et 2025, respectivement, à mesure que les pressions inflationnistes liées aux sanctions économiques et financières s'atténuent. Le solde budgétaire devrait poursuivre sa trajectoire baissière, se réduisant à -4,1 pour cent du PIB en 2024 et à -3 pour cent du PIB en 2025. Le ratio dette/PIB devrait se réduire de manière constante pour atteindre 48,9 pour cent en 2024 et 47,4 pour cent en 2025. Le solde du compte courant devrait se réduire à -6,1 pour cent du PIB en 2024, puis à -5,1 pour cent en 2025, grâce à l'accélération de la production de pétrole brut et à l'augmentation des recettes d'exportation y relatives.

DÉFIS À RELEVER

La fragilité de la situation politique pèse lourdement sur les projections, aggravée par l'insécurité persistante dans le pays. Le changement climatique menace également la production agricole. Plus important encore, la décision de quitter la CEDEAO entraînera des conséquences négatives pour le pays et sa population, puisque plus de 40 pour cent de ses exportations sont destinées à la Communauté de la CEDEAO. Une application stricte à l'accord de libre-échange de la CEDEAO signifierait que le pays pourrait devoir faire face à des coûts supplémentaires s'il devait continuer à commercer avec le bloc après en être sorti.



NIGERIA



PERFORMANCE MACROÉCONOMIQUE

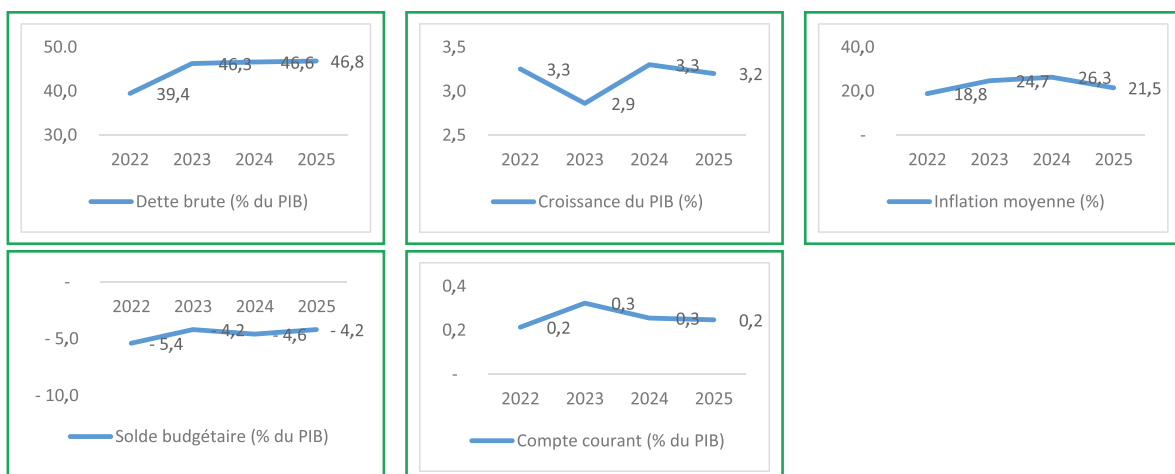
En 2023, l'économie nigériane a ralenti pour atteindre une croissance de 2,9 pour cent, contre 3,3 pour cent en 2022, en raison des prix élevés et du déclin du secteur agricole qui ont freiné la croissance. L'inflation moyenne a atteint 24,7 pour cent en 2023, contre 18,8 pour cent en 2022, en raison d'une confluence de facteurs, notamment la dépréciation du naira ainsi que les prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie (du fait de la suppression partielle des subventions des carburants). Le solde budgétaire s'est amélioré pour atteindre -4,2 pour cent du PIB en 2023, grâce à la croissance des recettes qui a été supérieure à celle des dépenses. Le ratio dette/PIB est passé à 46,3 pour cent du PIB en 2023, contre 39,4 pour cent en 2022. Le solde du compte courant est resté excédentaire, à hauteur de 0,3 pour cent du PIB en 2023, contre 0,2 pour cent en 2022, en raison de la baisse des importations par rapport à l'année précédente.

PERSPECTIVE

L'économie nigériane devrait croître de 3,3 pour cent en 2024 avant de subir un léger ralentissement pour se fixer à 3,2 pour cent en 2025. Cette croissance de l'activité économique devrait être soutenue par l'augmentation de la demande privée et la croissance du secteur pétrolier, stimulée par la hausse des prix du pétrole brut et l'augmentation des activités de raffinage au niveau national. En plus de l'impact de la phase de montée en puissance de la raffinerie de pétrole de Dangote, le gouvernement s'apprête à mettre en service trois infrastructures de traitement du gaz, qui ajouteront environ 500 millions de pieds cubes standard de gaz par jour au marché intérieur. Cela stimulera la croissance de l'activité économique à court terme. Selon les projections, l'inflation moyenne devrait d'abord augmenter en 2024 pour atteindre 26,3 pour cent, avant de retomber à 21,5 pour cent en 2025, la dévaluation et la dépréciation subséquente du naira ainsi que les prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie devraient entraîner une augmentation du coût des biens et des services. Le solde budgétaire devrait se dégrader pour atteindre -4,6 pour cent du PIB en 2024, le gouvernement devrait absorber l'impact des subventions restantes des carburants, avant de s'améliorer pour atteindre -4,2 pour cent en 2025. L'amélioration du raffinage du pétrole brut dans le pays et l'augmentation des prix du pétrole soutiendront le solde du compte courant, qui se stabilisera à 0,3 pour cent du PIB en 2024 avant de diminuer légèrement à 0,2 pour cent en 2025, la stabilisation du naira devrait encourager l'augmentation des importations. Le ratio dette/PIB devrait augmenter régulièrement pour atteindre 46,6 pour cent en 2024 et 46,8 pour cent en 2025.

DÉFIS À RELEVER

Les risques qui pèsent sur les projections sont notamment l'insécurité causée par les insurgés dans le nord du Nigeria, qui devrait affecter la production agricole. En outre, la dépréciation continue du naira alimentera l'inflation qui, à son tour, freinera la croissance de l'activité économique. Les dérapages budgétaires dus à une éventuelle augmentation des subventions pétrolières et à la sous-performance des recettes générales constitueront des risques sérieux à la consolidation de la dette.



SÉNÉGAL



PERFORMANCE MACROÉCONOMIQUE

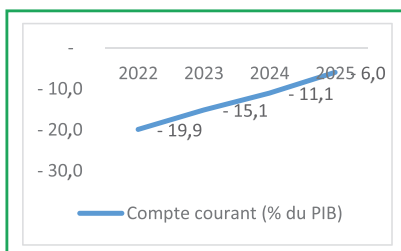
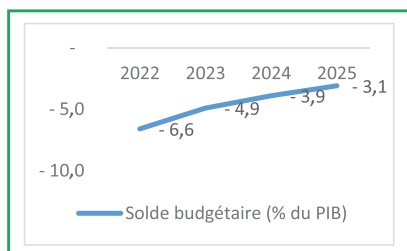
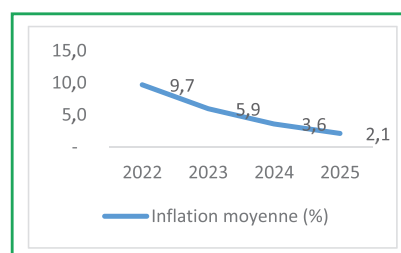
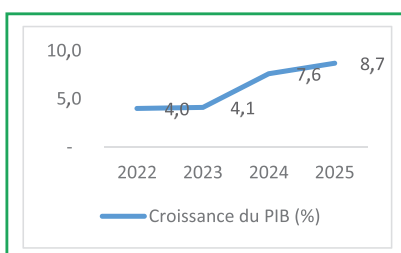
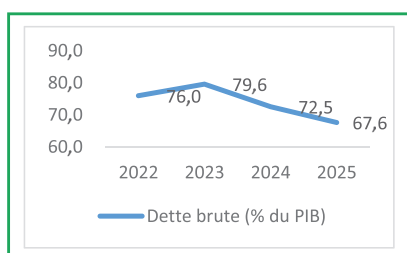
En 2023, l'économie sénégalaise a connu une croissance de 4,1 pour cent, contre 4,0 pour cent en 2022. Cette faible croissance, au regard des prévisions, s'explique par les tensions politiques et les troubles sociaux qui ont entravé la croissance de l'activité économique. L'inflation moyenne est repassée à 5,9 pour cent en 2023, après avoir culminé à 9,7 pour cent en 2022, grâce à la baisse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Le solde budgétaire s'est réduit à -4,9 pour cent du PIB en 2023, contre -6,6 pour cent en 2022, la croissance des recettes ayant été supérieure à celle des dépenses. La dette publique a progressé pour atteindre 79,6 pour cent du PIB, contre 76,0 pour cent du PIB en 2022, tandis que le solde du compte courant s'est amélioré, passant de -19,9 pour cent du PIB en 2022 à -15,1 pour cent en 2023.

PERSPECTIVE

Selon les projections, le PIB devrait croître de manière substantielle pour atteindre 7,6 pour cent en 2024, puis 8,7 pour cent en 2025, grâce à une activité accrue dans le secteur pétrolier, avec la mise en service de nouveaux puits de production, ainsi qu'à une nouvelle production d'or et de phosphate. L'inflation moyenne devrait rester sur une trajectoire baissière, passant à 3,6 pour cent en 2024 et à 2,1 pour cent en 2025, grâce à la poursuite de la baisse des prix des denrées alimentaires. Le solde budgétaire devrait s'améliorer pour atteindre -3,9 pour cent du PIB en 2024, puis -3,1 pour cent du PIB en 2025, le secteur pétrolier devrait améliorer la marge budgétaire grâce à l'intégration de nouvelles rentes tirées des ressources. Le ratio dette/PIB devrait diminuer pour atteindre 72,5 pour cent en 2024 et 67,6 pour cent en 2025. Le solde du compte courant devrait continuer à s'améliorer pour atteindre -11,1 pour cent du PIB en 2024 et -6 pour cent du PIB en 2025, grâce au lancement et à la montée en puissance des exportations de nouvelles ressources.

DÉFIS À RELEVÉR

Les risques associés aux projections englobent les exportations vers la région sahélienne si le Burkina Faso, le Mali et le Niger mettent en œuvre leur décision de quitter la Communauté. Un retard supplémentaire dans la production de pétrole à partir des nouveaux champs entraînera une réduction significative des perspectives de croissance. Une augmentation persistante des prix du pétrole brut, bien que positive en termes de recettes, constituera une menace sérieuse pour le secteur réel de l'économie.



SIERRA LEONE



PERFORMANCE MACROÉCONOMIQUE

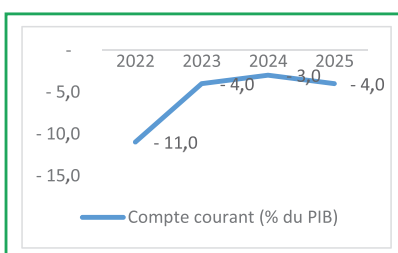
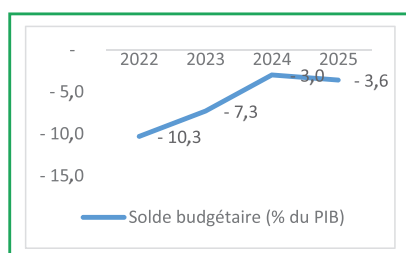
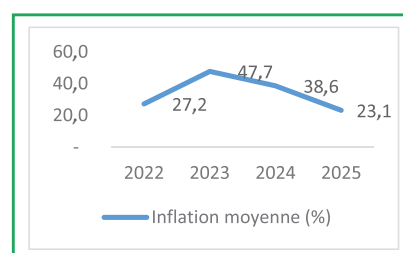
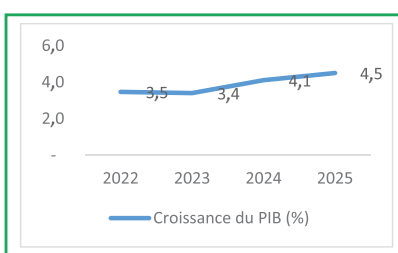
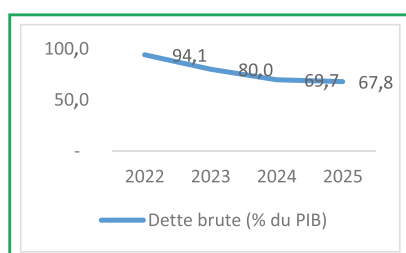
En 2023, la croissance de l'économie sierra-léonaise a subi un léger ralentissement, contraignant le pays à enregistrer un taux de croissance de 3,4 pour cent, contre 3,5 pour cent en 2022, car la consommation du secteur privé a été freinée par une inflation moyenne très élevée, qui a atteint 47,7 pour cent à la fin de l'année, contre 27,2 pour cent en 2022, en raison de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Le solde budgétaire s'est réduit à -7,3 pour cent du PIB, contre -10,3 pour cent du PIB en 2022, la croissance des recettes ayant été supérieure à celle des dépenses. Le ratio dette/PIB s'est amélioré, passant de 94,1 pour cent en 2022 à 80 pour cent, et le solde du compte courant a connu une amélioration remarquable, passant de -11 pour cent du PIB en 2022 à -4 pour cent du PIB, l'augmentation des exportations de minerai de fer ayant permis d'accroître les recettes d'exportation.

PERSPECTIVE

L'économie sierra-léonaise devrait rebondir pour afficher une croissance de 4,1 pour cent en 2024, puis de 4,5 pour cent en 2025, la baisse prévue de l'inflation devrait stimuler la consommation du secteur privé. L'inflation moyenne devrait baisser à 38,6 pour cent en 2024, puis à 23,1 pour cent en 2025, grâce à la baisse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, tandis que le solde budgétaire devrait s'améliorer pour atteindre -3,0 pour cent du PIB en 2024, avant de remonter légèrement à -3,6 pour cent en 2025. Le ratio dette/PIB devrait diminuer sensiblement pour atteindre 69,7 pour cent en 2024, avant de baisser légèrement à 69,8 pour cent en 2025, en dessous du seuil de convergence de 70 pour cent. Le solde du compte courant devrait continuer à se resserrer pour atteindre -3,0 pour cent du PIB en 2024, soutenu par les recettes des exportations de minerai de fer, avant de remonter à -4,0 pour cent du PIB en 2025.

DÉFIS À RELEVER

La dépréciation de la monnaie nationale représente un risque majeur pour la croissance économique et la stabilité macroéconomique. Le Leone s'est récemment déprécié par rapport au dollar américain, ce qui a alimenté l'inflation. Si cette situation devait perdurer, la croissance du PIB continuerait à être limitée. Une tentative présumée de coup d'État en 2023 a été évitée. La répétition de cet incident freinera les investissements directs étrangers tout en menaçant l'équilibre budgétaire, puisque des ressources seront consacrées à l'endiguer. La réapparition des prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie continuera à alimenter l'inflation et à freiner la croissance du PIB.



TOGO



PERFORMANCE MACROÉCONOMIQUE

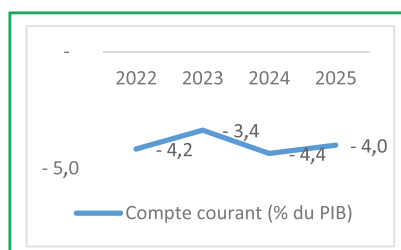
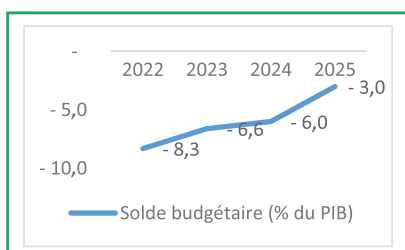
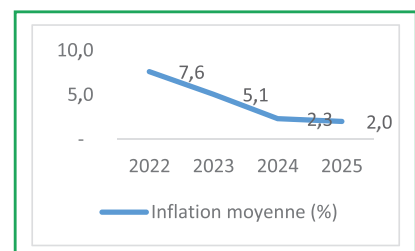
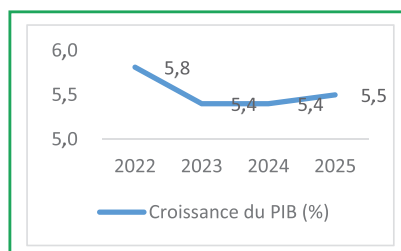
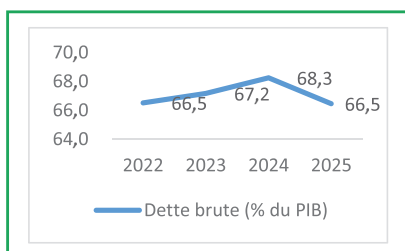
L'économie togolaise est restée dynamique, avec une croissance de 5,4 pour cent, contre 5,8 pour cent en 2022, en partie affectée par l'impact des sanctions imposées au Niger, qui ont restreint le commerce de transit entre les deux pays. L'inflation moyenne a chuté à 5,1 pour cent en 2023, contre 7,6 pour cent en 2022, en raison de la baisse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Le solde budgétaire s'est amélioré pour atteindre -6,6 pour cent du PIB en 2023, la croissance des recettes ayant été supérieure à celle des dépenses, tandis que la dette publique a augmenté pour atteindre 67,2 pour cent du PIB, contre 66,5 pour cent du PIB en 2022. Le solde du compte courant s'est amélioré, passant de -4,2 pour cent du PIB en 2022 à -3,4 pour cent du PIB en 2023.

PERSPECTIVE

Selon les projections, l'économie togolaise devrait atteindre un taux de croissance stable de 5,4 pour cent en 2024, et se renforcer pour atteindre 5,5 pour cent en 2025. La croissance de l'activité économique devrait être soutenue par l'augmentation de la consommation du secteur privé, avec la baisse prévue de l'inflation. L'inflation devrait chuter à 2,3 pour cent en 2024, puis à 2,0 pour cent en 2025, grâce à la baisse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Le solde budgétaire devrait progressivement s'améliorer atteignant -6,0 pour cent du PIB en 2024, puis à -3,0 pour cent en 2025, grâce à une combinaison de mesures d'augmentation des recettes et de réduction des subventions pétrolières en raison de la baisse attendue des prix du pétrole brut. Le ratio dette/PIB devrait augmenter pour atteindre 68,3 pour cent du PIB en 2024, avant de redescendre à 66,5 pour cent en 2025. Le solde du compte courant devrait se creuser pour atteindre -4,4 pour cent du PIB en 2024, la faiblesse de l'inflation stimulant les importations, avant de retomber à -4,0 pour cent du PIB en 2025.

DÉFIS À RELEVER

Le Togo reste exposé à d'éventuelles attaques émanant de la région sahélienne, même si ce risque est relativement faible. Le changement climatique, les prix élevés des denrées alimentaires, et de l'énergie et les dérapages budgétaires sont des risques qui pourraient compromettre les projections.



ANNEXES

Groupements de la CEDEAO

| Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) | Union Economique et Monétaire Ouest-africaine (UEMOA) | ZMAO+ |
|--|--|--------------------------|
| La Gambie | Bénin | États membres de la ZMAO |
| Ghana | Burkina Faso | Cabo Verde |
| Guinée | Côte d'Ivoire | |
| Libéria | Guinée-Bissau | |
| Nigeria | Mali | |
| Sierra Leone | Niger | |
| | Sénégal | |
| | Togo | |

Annexe 1 : Croissance du PIB réel et Inflation moyenne

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---------------|---|------|------|------|------|--------------------------------------|------|------|------|------|
| Pays | Croissance du PIB réel (pour cent) | | | | | Inflation moyenne (pour cent) | | | | |
| Bénin | 7,2 | 6,3 | 6,4 | 6,1 | 6,0 | 1,7 | 1,4 | 2,8 | 3,0 | 2,1 |
| Burkina Faso | 6,9 | 1,8 | 3,6 | 5,3 | 5,5 | 3,9 | 13,8 | 0,9 | 2,2 | 2,1 |
| Cabo Verde | 5,6 | 17,1 | 4,8 | 4,8 | 5,1 | 1,9 | 7,9 | 3,1 | 2,0 | 1,9 |
| Côte d'Ivoire | 7,1 | 6,9 | 6,2 | 6,1 | 6,4 | 4,2 | 5,2 | 4,4 | 3,8 | 3,1 |
| Gambie | 5,3 | 4,9 | 5,6 | 5,9 | 5,9 | 7,4 | 11,5 | 17,0 | 15,5 | 13,1 |
| Ghana | 5,1 | 3,8 | 2,9 | 3,1 | 3,5 | 10,0 | 31,7 | 37,5 | 25,5 | 23,5 |
| Guinée | 5,6 | 4,0 | 5,7 | 5,3 | 5,4 | 12,6 | 10,5 | 7,8 | 8,3 | 7,2 |
| Guinée-Bissau | 6,4 | 4,2 | 4,2 | 4,9 | 5,0 | 3,3 | 7,9 | 7,2 | 4,3 | 3,2 |
| Libéria | 5,0 | 4,8 | 4,6 | 5,2 | 5,4 | 7,8 | 7,6 | 10,1 | 7,5 | 6,1 |
| Mali | 3,1 | 3,5 | 4,5 | 4,1 | 4,6 | 3,8 | 9,7 | 2,1 | 1,7 | 2,0 |
| Niger | 1,4 | 11,9 | 1,4 | 6,7 | 7,7 | 3,8 | 4,2 | 3,7 | 2,5 | 2,1 |
| Nigeria | 3,6 | 3,3 | 2,9 | 3,3 | 3,2 | 17,0 | 18,8 | 24,7 | 26,3 | 21,5 |
| Sénégal | 6,5 | 4,0 | 4,1 | 7,6 | 8,7 | 2,2 | 9,7 | 5,9 | 3,6 | 2,1 |
| Sierra Leone | 4,1 | 3,5 | 3,4 | 4,1 | 4,5 | 11,9 | 27,2 | 47,7 | 38,6 | 23,1 |
| Togo | 6,0 | 5,8 | 5,4 | 5,4 | 5,5 | 4,5 | 7,6 | 5,1 | 2,3 | 2,0 |
| CEDEAO | 4,4 | 4,0 | 3,5 | 4,0 | 4,1 | 10,2 | 16,9 | 20,6 | 20,0 | 16,4 |
| UEMOA | 6,0 | 5,7 | 5,0 | 6,0 | 6,5 | 3,5 | 7,0 | 3,8 | 3,1 | 2,5 |
| ZMAO+ | 3,9 | 3,4 | 3,0 | 3,4 | 3,4 | 15,7 | 20,3 | 26,0 | 25,6 | 21,2 |

Annexe 2 : Solde budgétaire et dette publique

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---------------|--|-------|------|------|------|--|-------|-------|-------|-------|
| Pays | Solde budgétaire (pour cent du PIB) | | | | | Dette publique (pour cent du PIB) | | | | |
| Bénin | -5,7 | -5,6 | -4,5 | -3,7 | -3,1 | 50,3 | 54,2 | 54,2 | 53,4 | 52,4 |
| Burkina Faso | -7,5 | -10,7 | -6,8 | -5,7 | -4,7 | 55,6 | 58,4 | 61,9 | 63,3 | 63,4 |
| Cabo Verde | -7,7 | -4,3 | -0,3 | -3,2 | -2,1 | 153,1 | 127,5 | 115,4 | 112,2 | 108,0 |
| Côte d'Ivoire | -4,8 | -6,6 | -5,2 | -4,0 | -3,0 | 50,2 | 55,3 | 57,1 | 57,7 | 56,9 |
| Gambie | -4,8 | -4,9 | -3,0 | -2,6 | -1,3 | 83,1 | 82,9 | 71,7 | 64,3 | 59,7 |
| Ghana | -12,0 | -11,8 | -4,6 | -5,0 | -4,3 | 79,2 | 93,3 | 86,1 | 83,6 | 80,9 |
| Guinée | -1,7 | -0,8 | -1,6 | -3,0 | -2,6 | 42,7 | 40,2 | 40,3 | 35,1 | 32,6 |
| Guinée-Bissau | -5,9 | -6,1 | -7,6 | -3,8 | -3,0 | 788 | 80,4 | 77,8 | 76,5 | 74,0 |
| Libéria | -2,5 | -5,3 | -6,4 | -5,0 | -5,0 | 53,3 | 53,9 | 55,7 | 56,5 | 57,7 |
| Mali | -4,8 | -4,9 | -4,8 | -4,2 | -3,6 | 50,3 | 52,9 | 53,0 | 55,1 | 55,7 |
| Niger | -5,9 | -6,8 | -5,5 | -4,1 | -3,0 | 51,3 | 50,7 | 51,8 | 48,9 | 47,4 |
| Nigeria | -5,5 | -5,4 | -4,2 | -4,6 | -4,2 | 35,7 | 39,4 | 46,3 | 46,6 | 46,8 |
| Sénégal | -6,3 | -6,6 | -4,9 | -3,9 | -3,1 | 73,3 | 76,0 | 79,6 | 72,5 | 67,8 |
| Sierra Leone | -7,3 | -10,3 | -7,3 | -3,0 | -3,6 | 79,4 | 94,1 | 80,0 | 69,7 | 66,5 |
| Togo | -4,7 | -8,3 | -6,6 | -6,0 | -3,0 | 64,9 | 66,5 | 67,2 | 68,3 | 52,4 |
| CEDEAO | -6,1 | -6,3 | -4,5 | -4,5 | -3,9 | 46,2 | 49,9 | 55,2 | 53,1 | 58,5 |
| UEMOA | -5,5 | -6,8 | -5,3 | -4,3 | -3,3 | 55,3 | 58,8 | 60,6 | 59,8 | 50,7 |
| ZMAO + | -6,3 | -6,1 | -4,2 | -4,6 | -4,1 | 43,2 | 47,1 | 53,0 | 51,1 | |

Annexe 3 : Solde du compte courant

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---------------|--|-------|-------|-------|-------|
| Pays | Compte courant (pour cent du PIB) | | | | |
| Bénin | -4,2 | -6,0 | -5,6 | -5,8 | -5,3 |
| Burkina Faso | 0,4 | -7,2 | -7,9 | -6,3 | -4,6 |
| Cabo Verde | -12,2 | -3,4 | -5,3 | -8,4 | -8,4 |
| Côte d'Ivoire | -3,9 | -7,7 | -6,0 | -4,5 | -3,0 |
| Gambie | -4,3 | -4,2 | -4,1 | -5,5 | -4,0 |
| Ghana | -2,7 | -2,1 | -1,7 | -1,9 | -2,1 |
| Guinée | -2,5 | -8,6 | -8,7 | -12,9 | -11,9 |
| Guinée-Bissau | -0,8 | -9,5 | -9,4 | -7,3 | -6,0 |
| Libéria | -17,8 | -19,0 | -26,5 | -30,8 | -30,5 |
| Mali | -7,4 | -8,0 | -9,0 | -5,8 | -4,7 |
| Niger | -14,1 | -16,2 | -12,8 | -6,1 | -5,1 |
| Nigeria | -0,7 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,2 |
| Sénégal | -12,1 | -19,9 | -15,1 | -11,1 | -6,0 |
| Sierra Leone | -9,5 | -11,0 | -4,0 | -3,0 | -4,0 |
| Togo | -2,2 | -4,2 | -3,4 | -4,4 | -4,0 |
| CEDEAO | -2,4 | -2,8 | -3,0 | -2,0 | -1,5 |
| UEMOA | -5,8 | -10,0 | -8,4 | -6,1 | -4,3 |
| ZMAO+ | -1,3 | -0,6 | -0,7 | -0,7 | -0,7 |



Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC)

📍 128, Boulevard du 13 Janvier. B.P. 2704 Lomé – Togo

☎ +228 22 21 68 64 📠 +228 22 21 86 84

✉ bidc@bidc-ebid.org 🌐 www.bidc-ebid.org
